

fr



Union européenne  
Politique régionale

# info regio

## panorama

| N° 19 | Avril 2006 |



**Les villes pour la croissance,  
l'emploi et la cohésion**

**L'action urbaine des Fonds structurels**

# Sommaire

## La cohésion à l'heure de Lisbonne

Le compte à rebours pour le démarrage des programmes 2007-2013 a commencé.

## Les villes *pour la croissance, l'emploi et la cohésion*

### Les villes comptent pour l'Europe

Les villes disposent d'atouts majeurs pour promouvoir le développement local, la cohésion sociale et l'identité citoyenne et culturelle.

### Témoignage: Parlement européen

### Quelles perspectives pour le développement urbain?

La nouvelle période de programmation des fonds européens (2007-2013) comportera une forte dimension urbaine.

### FEDER et Fonds de cohésion en action: Hongrie, Pays-Bas, Slovaquie, Portugal

### Témoignage: Espagne

### Reportage: quartiers qui bougent

Les programmes URBAN redonnent attractivité et dynamisme aux quartiers concernés, fierté et espoir à leurs habitants. La preuve par Leipzig et Dortmund.

### URBAN II en action: France, Royaume-Uni, Belgique, Irlande

### Témoignage: Suède

### Témoignage: République tchèque

### URBAN II en action: Autriche, Italie, Grèce, Finlande

### Recherche et innovation, une opportunité pour les régions les moins prospères

Une conférence organisée à Varsovie en février a permis de rappeler le rôle toujours plus important que jouent les Fonds structurels dans ce domaine capital pour la cohésion et la compétitivité européennes.

### REGIO & réseaux

### En ligne

Photos (pages) : Commission européenne (1-4-5-8-9-10-12-13-14-26), URBAN II Gijon (p18), URBAN II Leipzig, Dortmund (19-20-21), MASPD (p 24)

Couverture: Un nouveau réseau de transports urbains à Santa Cruz (Iles Canaries, Espagne).

Ont également contribué à la rédaction de ce numéro:  
Pierre Ergo, Alexander Ferstl, Sylvie Harburger, Jean-Luc Janot et Daniel Mouque.

Éditeur responsable: Thierry Daman, CE, direction générale de la politique régionale

Ce magazine est imprimé en anglais et en français sur papier recyclé.

Le dossier thématique est disponible dans dix-neuf langues de l'Union européenne sur le site internet  
[http://europa.eu.int/comm/regional\\_policy/index\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm).

Les textes de cette publication n'ont pas de valeur légale.

4



7



11



12



17

18



19



22

23



24



25

26



27

28

## L'Europe renforce les villes, les villes renforcent l'Europe



C'est un moment crucial pour la politique de cohésion européenne. Nous travaillons à la lumière de la stratégie de croissance, d'emploi et de compétitivité fixée par les États membres à Lisbonne. Nous sommes également confrontés au défi constant de promouvoir la cohésion sociale et la qualité de l'environnement. Sans parler de l'occasion historique que nous avons d'étendre notre niveau de vie élevé aux nouveaux États membres.

Les nouveaux règlements et orientations des Fonds structurels qui devraient être approuvés d'ici à l'été cherchent à relever tous ces défis dans le cadre de la nouvelle période de programmation

2007-2013. Dans ce contexte, les villes et métropoles d'Europe ont un rôle essentiel à jouer. Elles sont les moteurs de la croissance et de l'emploi, au cœur de l'innovation et de l'économie de la connaissance. En même temps, les zones urbaines sont en première ligne dans la bataille pour la cohésion sociale et la qualité environnementale.

Les villes d'Europe peuvent faire beaucoup par elles-mêmes, comme le montre clairement la communication de la Commission à venir sur la contribution des villes à l'emploi et à la croissance <sup>(1)</sup>.

Les villes peuvent, par exemple, promouvoir leur attractivité et leur capacité à attirer les investissements en améliorant les transports, l'environnement, les services, la culture. Elles peuvent prendre des mesures pour favoriser l'entrepreneuriat, l'employabilité et la croissance de l'économie de la connaissance. Elles peuvent construire des partenariats locaux associant urbanistes, entrepreneurs, universitaires et population locale. Elles peuvent agir comme médiateurs entre les différentes communautés et réduire les disparités entre les quartiers et les groupes sociaux, en améliorant la sécurité et en cherchant à éliminer la délinquance. La liste est longue.

Par ailleurs, la politique européenne de cohésion fournit un appui aux villes de façon permanente depuis de nombreuses années maintenant, et je suis contente de profiter de la publication de ce numéro d'Inforegio Panorama pour donner un petit aperçu des résultats encourageants obtenus jusqu'ici: de simples citoyens et des acteurs locaux expriment leur point de vue, celui du terrain sur des projets qui cherchent à résoudre des problématiques urbaines majeures comme l'entrepreneuriat, l'emploi, l'inclusion sociale, les communautés durables, l'environnement naturel et physique.

Je suis également fière d'avoir l'occasion de faire connaître les nouvelles opportunités intéressantes que nous allons offrir aux villes au cours de la prochaine période de programmation. Nous allons par exemple élargir et approfondir l'échange d'expériences à travers le réseau Urbact. Une meilleure connaissance des bonnes pratiques est en effet un outil essentiel pour réussir un développement urbain intelligent. De plus, nous allons mettre à disposition des instruments financiers innovants, comme les initiatives Jeremie et Jessica, qui devraient faciliter l'accès au financement, y compris au microcrédit. Cela va ouvrir des portes pour le développement d'activités économiques dans les contextes sociaux les plus difficiles.

J'espère que ce numéro d'Inforegio Panorama va informer, encourager et inspirer ceux qui, comme moi, croient que les villes sont la clé du succès de l'Europe et l'Europe la clé du succès des villes.

**Danuta Hübner**

*Membre de la Commission européenne, responsable de la politique régionale*

<sup>(1)</sup> Commission européenne, «La politique de cohésion et les villes: la contribution des villes et des agglomérations à la croissance et à l'emploi au sein des régions», 2006.



# La cohésion à l'heure de Lisbonne

## Compte à rebours pour le démarrage des programmes 2007-2013

2005 aura été un excellent millésime — le meilleur jusqu'à présent — pour l'exécution budgétaire des Fonds structurels et de cohésion <sup>(1)</sup>. Ce constat met une fois de plus en lumière le dynamisme de la politique de cohésion, à moins d'un an du début de la prochaine période de programmation. Au terme d'un dialogue interinstitutionnel intense, les partenaires de cette politique disposeront, dans le courant de 2006, du cadre réglementaire et financier nécessaire pour achever, d'ici à janvier 2007, la préparation des nouveaux programmes de développement, avec, pour moteur, le partenariat pour la croissance et l'emploi mis en place au cours de l'année 2005 afin de relancer la «stratégie de Lisbonne». Deux rapports de la Commission aident à faire le point: le *Rapport général sur l'activité de l'Union européenne* <sup>(2)</sup>, et le rapport d'activité sur la stratégie de Lisbonne <sup>(3)</sup>.



Toujours à l'heure de l'excellence: formation aux techniques de restauration horlogère à Innsbruck (Autriche).

«Durant l'année 2005, nous avons réussi à engager près de 100 % des fonds alloués aux actions structurelles et à l'ISPA (Instrument structurel de préadhésion). Du point de vue de l'exécution budgétaire, c'est de toute évidence la meilleure année que nous ayons jamais connue [...]. L'utilisation des Fonds structurels et de cohésion par les régions européennes en 2005 prouve une fois de plus que la politique de cohésion est un puissant outil de création d'emplois de qualité et de stimulation de la croissance sur le terrain [...]. Notre tâche principale consiste désormais à mettre en place tous les mécanismes nécessaires afin que la politique de cohésion pour la période 2007-2013 contribue encore davantage à la modernisation économique des régions européennes», a déclaré, le 26 janvier dernier, la commissaire en charge de la politique régionale européenne, Danuta Hübner <sup>(1)</sup>. Le niveau des paiements, a-t-elle également relevé, a été très satisfaisant en 2005 et reste élevé depuis le début de 2006, ce qui confirme qu'il ne s'agit pas d'une situation exceptionnelle mais du résultat d'un effort soutenu et d'une programmation sérieuse.

En 2005, un total de 27,1 milliards d'euros ont été engagés dans le cadre du Fonds européen de développement régional (FEDER), du Fonds de cohésion et de l'Instrument de préadhésion (ISPA) destiné aux pays candidats. En termes d'engagements, ce montant est le plus élevé jamais enregistré en un an dans le domaine propre de la politique régionale. Les paiements effectués en 2005 au titre des quatre Fonds structurels, du Fonds de cohésion et de l'ISPA ont atteint, quant à eux, un total de 33,1 milliards d'euros. Dans les dix nouveaux États membres, le montant des dépenses effectuées sur le terrain qui ont été remboursées par la Commission était similaire, à la fin de 2005, au montant versé aux États membres de l'EU-15 après deux années de programmation. Par ailleurs, les fonds destinés aux actions de préadhésion dans les pays candidats ont été si bien utilisés qu'il a fallu trouver des fonds supplémentaires dans d'autres domaines d'action.

La Commission, a souligné M<sup>me</sup> Hübner, est déterminée à tirer parti de la dynamique créée afin de garantir, en coopération étroite avec les États membres et les régions, une mise en œuvre optimale de la politique de cohésion en termes de croissance et d'emploi.



■ Quand la qualité crée l'emploi: analyse de l'air et de l'eau au laboratoire d'hygiène de Teplice (République tchèque).

## 2005, la relance de «Lisbonne»: une année clé pour un nouveau départ

Publié le 15 février dernier, le *Rapport général sur l'activité de l'Union européenne 2005* (2) présente, en 200 pages, les principales avancées législatives et réalisations qui ont marqué l'année écoulée, assorties de toutes les références documentaires. Cette vue panoramique comprend quatre chapitres correspondant aux quatre objectifs fondamentaux que la Commission s'est fixés pour la conduite de son mandat jusqu'en 2009: prospérité, solidarité, sécurité et affirmation du rôle de l'Union européenne (UE) sur la scène internationale.

La toile de fond de l'actualité 2005 a été la relance de la «stratégie de Lisbonne» (mars 2000) qui visait à doter l'UE, à l'horizon de 2010, d'une économie «la plus compétitive et la plus dynamique du monde», fondée sur la connaissance et orientée vers une croissance durable, l'emploi, la cohésion sociale. Devant un bilan à mi-parcours mitigé, il s'agissait en effet de recentrer les priorités en faveur de la croissance et de l'emploi et de conjuguer davantage autour de ces priorités l'ensemble des politiques nationales et communautaires, notamment la politique de cohésion. À partir des propositions de la Commission, le Conseil européen des 22 et 23 mars 2005 a donné l'impulsion politique de cette relance, suivant trois grands axes: mettre la connaissance et l'innovation au cœur de la croissance; rendre l'Europe plus attrayante pour y investir et y travailler; créer des emplois plus nombreux et de qualité.

La mise en œuvre de la nouvelle stratégie passe par un partenariat renforcé entre les institutions communautaires et les États membres. Le 12 juillet 2005, le Conseil a adopté une décision sur les «lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres» et une recommandation sur les «grandes orientations pour les politiques économiques des États membres et de la Communauté»: ensemble, elles constituent les *lignes directrices intégrées* pour les années 2005-2008, dont la Commission avait présenté une proposition. Dans la foulée, celle-ci a rendu public, le 20 juillet, un *programme communautaire de Lisbonne* couvrant toutes les actions de niveau communautaire pour la croissance et l'emploi — une centaine de mesures — et destiné à compléter les *programmes nationaux de réforme* (PNR) communiqués par les États membres au mois d'octobre.

**La dimension régionale.** Au chapitre «Solidarité», le Rapport général 2005 évoque le rôle nécessaire de la politique de cohésion en phase avec les objectifs de Lisbonne. À cet égard, et dans le contexte d'une Union élargie, la Commission avait présenté en 2004 ses propositions législatives pour la période de programmation 2007-2013 des Fonds structurels et de cohésion, fixant aux futurs programmes de développement trois nouveaux objectifs prioritaires: *convergence* pour les régions les plus défavorisées, *compétitivité régionale et emploi* dans les autres régions et, enfin, *coopération territoriale européenne*. Il s'agissait aussi d'assurer une programmation plus stratégique, une décentralisation accrue des responsabilités, un partenariat renforcé accompagné d'une plus grande transparence et d'une simplification du système de gestion. Ces propositions ont été modifiées en octobre 2005 pour tenir compte des avis des différentes institutions communautaires.

Le 5 juillet 2005, une étape majeure a été franchie avec la publication du projet d'*orientations stratégiques communautaires 2007-2013*, dans lequel la Commission identifiait les priorités communautaires de la politique de cohésion en vue de renforcer les synergies avec la stratégie de Lisbonne, conformément aux lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi. Ces orientations aideront les États membres à établir leurs *cadres de référence stratégiques nationaux* à partir desquels seront à leur tour élaborés les programmes opérationnels de nouvelle génération.

Il reste que le projet communautaire et, en son sein, la politique de cohésion ont besoin de ressources stables, à la hauteur de leurs enjeux et ambitions. L'année 2005 a été marquée par des négociations difficiles sur le cadre financier de la période 2007-2013. Après le consensus obtenu par le Conseil européen du 17 décembre, l'accord interinstitutionnel espéré pour avril 2006 doit donner le feu vert à l'adoption des nouveaux textes législatifs et à la finalisation des orientations stratégiques pour la cohésion. Il incombera alors aux différents acteurs du développement régional d'intensifier leurs efforts pour mener à bon terme, d'ici à janvier prochain, la préparation des programmes.



■ Connaissance sans frontière: le Collegium Polonicum, à Slubice (Pologne), coopère avec l'Université Viadrina de Francfort-sur-Oder (Allemagne).



## «Passer à la vitesse supérieure»

*«Il est temps de passer à la vitesse supérieure [...]. Un cap a été franchi dans nos activités [...]. À présent, les États membres doivent se mettre au poste de pilotage et accélérer les réformes [...]. Nous visons des universités de premier plan, une main-d'œuvre ayant un haut niveau de formation et d'instruction, des régimes de sécurité sociale et de retraite qui soient solides, des industries parmi les plus compétitives et un environnement sain. À ceux qui disent que tout cela n'est pas réalisable, je réponds: "il y a une dizaine d'années, qui aurait cru que l'Irlande deviendrait un des pays les plus prospères de l'Union, ou que la productivité de la Pologne serait supérieure à celle de la Corée du Sud?"», déclarait le président de la Commission, José Manuel Barroso, en rendant public, le 25 janvier dernier, le rapport annuel 2006 sur la stratégie de Lisbonne <sup>(3)</sup>.*

Dans ce document, la Commission analyse les vingt-cinq programmes nationaux de réforme présentés par les États membres, sous un triple aspect: la dimension macro-économique, la dimension microéconomique et l'emploi. Elle met en lumière leurs points forts afin de susciter des échanges d'idées fructueux, et relève leurs insuffisances en proposant des solutions. Elle souligne, notamment, la nécessité de mettre au point rapidement des mécanismes de coordination entre les instances responsables des PNR et

les autorités de gestion des nouveaux programmes opérationnels des Fonds structurels. Le rapport met aussi en avant l'importance d'une politique de communication apte à démontrer de quelle manière «Lisbonne» bénéficiera véritablement aux citoyens.

Les gouvernements sont invités à concrétiser les PNR intégralement et en temps voulu, en comblant les lacunes et en développant les synergies. La Commission relève que, dans nombre de cas, des États membres ont élaboré, face à tel ou tel problème, des solutions qui, appliquées ailleurs, pourraient engendrer des avantages considérables pour l'Union tout entière. Il existe aussi des problèmes dont les États membres ne peuvent espérer venir à bout seuls et qui appellent alors une action coordonnée à l'échelle européenne. Dans ses conclusions, la Commission définit quatre actions prioritaires (voir encadré) qui requièrent un soutien appuyé et un engagement rapide de la part des plus hautes instances politiques.

Après la présentation du rapport lors du Conseil européen de printemps, les 23 et 24 mars 2006, la Commission coopérera avec les États membres en vue de soutenir la mise en œuvre des PNR, d'examiner les moyens de les renforcer et d'assurer que l'ensemble des instruments communautaires — dont les Fonds structurels et de cohésion — agissent efficacement pour la croissance et l'emploi.

### Quatre actions pour plus de croissance et d'emplois

Le rapport annuel 2006 sur la stratégie de Lisbonne <sup>(3)</sup> définit quatre actions prioritaires pour «passer à la vitesse supérieure» sur la voie de la croissance et de la création d'emplois. En voici, en résumé, quelques points clés.

**1. Investir dans la connaissance et l'innovation.** D'ici à 2010, faire passer de 1,28 à 2 % l'investissement dans l'enseignement supérieur, notamment en facilitant son financement complémentaire privé. Fixer, dans chaque État membre, un objectif clair pour les dépenses de recherche et de développement (R & D) à l'horizon 2010. Accroître la part des aides d'État (25 % au lieu de 12 %) et des Fonds structurels allouée à la R & D et à l'innovation. Un Institut européen de technologie devrait être mis sur pied avant la fin de 2007.

**2. Libérer le potentiel des entreprises.** Dans chaque État membre, instaurer d'ici à la fin de 2007 un «guichet unique» pour les formalités administratives des entreprises, en particulier les PME. À la même échéance, réduire de moitié le délai moyen de création d'une entreprise (le ramener à une semaine après 2007). Promouvoir l'éducation à l'esprit d'entreprise. Mettre en place des systèmes adéquats d'évaluation des charges administratives. La Commission supprimera l'obligation de déclarer certaines aides d'État de faible montant.

**3. Favoriser l'accès au marché du travail.** Répondre à la mondialisation et au vieillissement de la population par une approche fondée sur le cycle de vie, où chacun recevrait à tout âge le soutien nécessaire. Assurer aux jeunes sortis de l'école un emploi, un apprentissage ou une formation complémentaire dans les six mois d'ici à la fin de 2007 (cent jours ensuite). Favoriser l'égalité des genres, l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle et rendre plus attractif le prolongement de la vie active. La Commission organisera un sommet social extraordinaire.

**4. Promouvoir une énergie efficace et durable.** Mieux coordonner les réseaux énergétiques européens, mieux réglementer les marchés de l'énergie, accroître la concurrence. Inciter à une utilisation durable de l'énergie et encourager la recherche en faveur de l'efficacité énergétique, des énergies propres et des énergies renouvelables. Un livre vert de la Commission doit être publié au printemps 2006.

**Développeurs régionaux: pour préparer les programmes 2007-2013, n'hésitez pas à adresser vos questions et contributions à la direction générale de la politique régionale: [http://europa.eu.int/comm/regional\\_policy/debate/forum\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/regional_policy/debate/forum_fr.htm)**

<sup>(1)</sup> Communiqué de presse:

<http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/06/84&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>  
Les rapports annuels sur les Fonds structurels, de cohésion et de préadhésion sont publiés dans la section suivante du site Inforegio: [http://www.europa.eu.int/comm/regional\\_policy/sources/docoffic/official/repot\\_fr.htm](http://www.europa.eu.int/comm/regional_policy/sources/docoffic/official/repot_fr.htm)

<sup>(2)</sup> Rapport général sur l'activité de l'Union européenne 2005:

<http://europa.eu.int/abc/doc/off/rg/fr/welcome.htm>

<sup>(3)</sup> Communication de la Commission au Conseil européen de printemps (2006): «Passons à la vitesse supérieure — Le nouveau partenariat pour la croissance et l'emploi — Rapport annuel de la Commission européenne sur la croissance et l'emploi». Texte intégral: [http://europa.eu.int/growthandjobs/index\\_fr.htm](http://europa.eu.int/growthandjobs/index_fr.htm)

Communiqué de presse:  
<http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/06/71&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>  
Questions fréquemment posées:  
<http://europa.eu.int/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/06/23&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>

## La politique de cohésion et les villes

## Les villes comptent pour l'Europe

*Par Michael Parkinson <sup>(1)</sup>*

**De plus en plus, les villes sont perçues comme les moteurs des économies nationale et régionale — «la richesse des nations» — plutôt que comme des fardeaux économiques. Mais les villes ne sont pas seulement un actif économique, de simples places de marché. Elles disposent d'atouts majeurs pour promouvoir le développement local, la cohésion sociale et l'identité citoyenne et culturelle.**



La Zschochersche Straße à Leipzig, l'une des artères revitalisées dans le cadre d'URBAN.

Nous vivons un grand moment pour l'avenir des villes. Un important débat a lieu sur la place qui leur revient dans la réussite nationale et européenne. Au cours de la dernière décennie, nombre de villes ont émergé d'une période de transition pour assumer de nouveaux rôles économiques, sociaux, politiques et culturels. Beaucoup d'entre elles possèdent des atouts qui renforcent leur importance dans le contexte de la mondialisation. Certaines sont des centres de décision, d'échanges et de communications d'importance stratégique. Elles bénéficient dans les universités et les instituts de recherche de concentrations de ressources intellectuelles qui favorisent de hauts niveaux d'innovation. Un grand nombre de villes ont réussi à rénover en profondeur leur cadre urbain, notamment leur centre-ville, pour offrir un cadre propice aux habitations, bureaux et commerces. Elles disposent souvent de ressources culturelles remarquables, qui contribuent à la croissance économique et à la création d'emplois. Mais, en dépit de ce potentiel, il existe encore dans de nombreuses villes des populations en situation d'exclusion économique et sociale. Créer des villes durables, compétitives sur le plan économique et porteuses de cohésion sociale est un défi pour nous tous en Europe.

La question plus large de l'avenir des villes trouve un écho dans le débat actuel sur l'avenir de la politique de cohésion de l'Union. L'importance donnée aux zones urbaines dans la

politique régionale de l'UE a connu des hauts et des bas durant la dernière décennie. Fortement mises en avant à certains moments, elles ont aussi été reléguées au second plan à d'autres. Ces derniers temps, cependant, tout indique que les villes occupent une position de premier plan dans l'ordre du jour européen. En témoignent, notamment, la décision du Conseil européen de 2005 sur la compétitivité et la cohésion, les conclusions des réunions informelles des ministres à Rotterdam en 2004 et à Bristol en 2005, ainsi que d'importantes prises de position du Parlement européen en 2005. À cela s'ajoutent divers documents publiés par le Comité des régions, le réseau Eurocities et une série de conférences européennes, plus particulièrement à Noordwijk, aux Pays-Bas, en 2004. Sous des formes différentes, tous s'accordent sur la fonction majeure des villes dans l'avenir national et européen en soulignant leur poids et leur importance politique.

L'élément clé qui garantit que les villes resteront une priorité de l'agenda politique dans les mois à venir réside dans le récent document de travail de la Commission européenne sur la politique de cohésion et les villes <sup>(2)</sup>. Il s'agit d'une déclaration d'intention capitale, susceptible de déterminer l'avenir des Fonds structurels et celui des villes d'Europe pour la prochaine décennie. Il importe que son contenu soit discuté de manière approfondie et, c'est ma conviction, largement adopté. Cet article en présente les principales idées et propositions.

<sup>(1)</sup> Directeur, European Institute for Urban Affairs, Liverpool John Moores University, [m.h.parkinson@ljmu.ac.uk](mailto:m.h.parkinson@ljmu.ac.uk)

<sup>(2)</sup> Commission européenne, «La politique de cohésion et les villes: la contribution des villes et des agglomérations à la croissance et à l'emploi au sein des régions», 2006.



Le nouvel institut technique FH JOANNEUM à Graz West (Autriche), dans une ancienne zone industrielle transformée en complexe high-tech avec l'aide d'URBAN.

### La politique de cohésion et les villes: la contribution urbaine à la croissance et à l'emploi dans les régions

Ce document important répond à une double demande: compléter les orientations stratégiques communautaires pour 2007-2013 en renforçant la dimension urbaine, et formuler des suggestions destinées à faciliter la préparation des Fonds structurels. La Commission invite les États membres à utiliser le document dans l'élaboration de la nouvelle politique de cohésion et insiste sur le fait que les autorités locales sont des partenaires à impliquer fortement dans ce travail. Le document articule grands objectifs politiques, principes essentiels de mise en œuvre et propositions d'action spécifiques. Il comporte essentiellement trois grands volets. Tout d'abord, il explique en quoi les villes sont importantes pour l'Europe et souligne l'intérêt d'un développement urbain durable dans le cadre de la politique régionale. Il expose ensuite quatre ambitions politiques. Enfin, il identifie des moyens pour réaliser ces objectifs dans deux domaines: le financement et la gouvernance. Cet article aborde successivement chacun de ces points.

### La politique régionale européenne prend en compte le développement urbain durable

Les villes possèdent un grand nombre des qualités qui sous-tendent les économies performantes basées sur la connaissance: la créativité, l'innovation, la culture et l'esprit d'entreprise. Les agglomérations florissantes exercent par exemple une forte attraction sur la main-d'œuvre qualifiée, facteur clé dans le contexte de la mondialisation. Elles jouent également un rôle essentiel dans le développement régional. Il n'existe pas en Europe de région prospère sans ville prospère en son sein. Bien gérées, les villes contribuent à une croissance et à un environnement plus durables. En collaborant et en nouant des alliances stratégiques avec les villes et les régions proches, elles réduisent les concurrences inutiles et participent à un développement plus équilibré à travers l'Europe.

### Quelle sorte de villes l'Europe essaie-t-elle de créer?

Le document propose quatre ambitions politiques pour les villes: rendre les villes plus attrayantes, augmenter leur contribution à l'innovation, à l'esprit d'entreprise et à l'économie de la connaissance, créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité et réduire les disparités sociales intra-urbaines.

### Des villes attrayantes

Le document souligne la nécessité de se concentrer sur quatre points pour renforcer l'attrait des villes: les transports et la mobilité, la qualité des services, la qualité de l'environnement et l'offre culturelle.

#### Transports, accessibilité et mobilité

Il s'agit principalement d'aider les villes à améliorer à la fois leur accès aux marchés extérieurs en Europe et à accroître la mobilité interne. Le document estime ainsi que les partenaires aux niveaux national, régional et local doivent encourager: de bonnes liaisons pour les grands aéroports et axes de transport; la coordination entre toutes les autorités locales; des transports publics abordables, efficaces et mieux intégrés; la promotion de formes alternatives ou «douces» de transport; davantage de mobilité ou d'accessibilité pour les personnes qui ne possèdent pas de voiture.

#### L'accès pour tous à des services et équipements de qualité

Des services de qualité rendent les villes plus attrayantes et plus habitables. Ce sont des gisements d'emplois qui améliorent la compétitivité de la main-d'œuvre. Les villes doivent donc assurer: des services efficaces et abordables pour les soins de santé, les services sociaux, la formation et l'administration publique; des services de garde d'enfants pour promouvoir l'égalité entre hommes et femmes; de bons services dans toute l'agglomération urbaine; l'accès aux services pour les populations immigrées ou défavorisées par des barrières culturelles.

#### Un environnement naturel et urbain agréable

Les villes font face à des problèmes de dégradation de l'environnement liés à l'étalement du tissu urbain. Elles doivent: réhabiliter les friches industrielles et protéger les sites vierges; coordonner les politiques d'aménagement du territoire et autres mesures entre les différents niveaux de gouvernement; investir dans les infrastructures physiques et la gestion active des besoins de transport; promouvoir l'efficacité énergétique.

#### Améliorer l'offre culturelle

Les facteurs «immatériels» jouent un rôle grandissant dans les décisions d'investissement des entreprises et dans le choix du lieu de résidence d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et potentiellement mobile. Les activités et le tourisme culturels constituent des gisements d'emplois considérables, et les équipements culturels peuvent contribuer à renforcer l'identité citoyenne et culturelle des habitants. Les villes doivent dès lors promouvoir une vie culturelle forte, fondée sur des équipements adéquats ainsi que sur des manifestations socioculturelles favorisant les échanges entre les populations et au sein de celles-ci.

### Le soutien de l'innovation, de l'esprit d'entreprise et de l'économie de la connaissance

Les villes jouent un rôle essentiel dans ce domaine de compétitivité. Elles doivent: offrir un environnement propice à l'innovation et à l'entreprise, simplifier l'administration publique et encourager la création de réseaux entre les universités, les instituts de recherche et les sociétés privées.

#### Aider les petites et moyennes entreprises

À cet égard, les villes doivent: améliorer les infrastructures économiques; fournir conseils et services de soutien aux entreprises; promouvoir les coopérations entre partenaires économiques; améliorer l'accès au financement; traiter les problèmes spécifiques rencontrés par des entrepreneurs jeunes, femmes ou issus de minorités ethniques.



**Promouvoir l'innovation et l'économie de la connaissance**

Les villes doivent: attirer des travailleurs potentiellement mobiles en améliorant la qualité de la vie locale; jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration de stratégies innovantes pour l'ensemble de la région; rendre l'offre en matière d'éducation, de recherche et de développement technologique (RDT) plus accessible aux PME; stimuler la création de réseaux entre universités, secteur public et secteur privé; développer une stratégie intégrée et équilibrée dans le domaine de la société de l'information; soutenir l'adoption d'éco-innovations et de systèmes de gestion environnementale.

**Des emplois plus nombreux et de meilleure qualité**

Les villes recèlent d'importantes opportunités économiques mais aussi de graves problèmes sociaux. La moyenne des personnes hautement compétentes et qualifiées y est plus élevée, de même que celle des personnes ayant un faible niveau d'instruction. Soumises à des contraintes structurelles et à des politiques macroéconomiques sur lesquelles elles n'ont que peu de prise, les villes peuvent néanmoins tirer parti des atouts qui sont les leurs. Il faut que l'ensemble des partenaires à tous les niveaux de gouvernement agissent ensemble pour anticiper et répondre au changement. Les villes doivent mettre en place des partenariats entre les acteurs économiques et sociaux, et faire tout ce qui est en leur pouvoir pour améliorer l'employabilité des groupes les plus vulnérables.

**Améliorer l'employabilité par l'éducation et la formation**

Les villes ont ici de multiples défis à relever: encourager le développement de l'apprentissage tout au long de la vie; investir dans l'offre de formations de haute qualité et dans l'amélioration des infrastructures destinées à l'enseignement; accompagner les groupes défavorisés sur le marché du travail; attirer des personnes aux qualifications diverses, notamment dans le secteur des services; proposer des programmes de formation et d'intégration pour aider la réinsertion dans le monde du travail et stimuler l'esprit d'entreprise.

**Réduire les disparités intra-urbaines**

En dépit de leur grand potentiel économique, la plupart des villes européennes comptent des zones et des populations en situation d'exclusion. Sont particulièrement vulnérables les minorités ethniques, les femmes et les jeunes, comme le montrent les dernières données de l'Audit urbain. Pour agir sur ces problèmes, les villes doivent à la fois favoriser l'inclusion sociale et l'égalité des chances et renforcer la sécurité des citoyens.

**Promouvoir l'inclusion sociale et l'égalité des chances**

Le document de la Commission propose les orientations suivantes: favoriser l'intégration des immigrés par des cours de langues et des formations générales; encourager la coopération entre les collectivités locales, les écoles et la population pour dispenser des formations aux jeunes; améliorer les services sociaux en charge de la pauvreté des enfants et prévenir le phénomène des enfants des rues; renforcer les compétences et les qualifications des femmes pour faciliter leur réinsertion sur le marché du travail et encourager l'esprit d'entreprise; mettre en place des infrastructures d'accueil des enfants en faveur des femmes qui réintègrent le monde du travail.

**Renforcer la sécurité des citoyens**

L'Audit urbain indique que la délinquance et la peur qu'elle engendre sont plus élevées dans les villes qu'ailleurs. L'enquête de perception menée dans le cadre de l'Audit urbain met en évidence que le sentiment de sécurité est un facteur déterminant de l'attrait d'une ville pour les investisseurs et les résidents. Dans ce domaine, la Commission propose que les villes: adoptent une approche combinée et proactive en matière de lutte contre la délinquance, par exemple dans la planification, la conception et l'entretien des espaces publics; accordent une attention spéciale aux jeunes à risque pour enrayer la dérive délinquante le plus tôt possible; créent et professionnalisent des emplois liés à la sécurité en impliquant les habitants, notamment par la désignation de médiateurs locaux, d'agents de quartier responsables de la sécurité et de préposés à la sécurité des rues et la mise en place d'une police de proximité.



■ A Guimarães (Portugal), un centre-ville remis à neuf avec le soutien d'URBAN pour promouvoir le tourisme, la culture et les PME.

**Comment assurer la réussite urbaine?**

À l'évidence, il ne suffit pas de définir les objectifs à atteindre pour garantir la prospérité des villes. Il faut identifier les moyens à mettre en œuvre. C'est là qu'interviennent le financement et la prise de décision. Que propose la Commission à ce sujet?

**Le financement de la rénovation urbaine**

Le document récapitule les méthodes permettant de financer le développement des villes. Les financements communautaires ont largement soutenu les investissements dans les infrastructures matérielles et immatérielles, notamment dans les transports, la gestion des déchets, l'éducation et la formation, les technologies de l'information et les réseaux de télécommunication. En 2004, la Banque européenne d'investissement (BEI) a octroyé des prêts de 3,2 milliards d'euros pour la rénovation urbaine, y compris le logement social, et de 2,3 milliards pour des projets de transport urbain.

**Développer l'ingénierie financière**

Le manque de capital-risque pose un problème majeur pour la croissance et l'innovation. Pour la période 2007-2013, la Commission et le groupe BEI préparent un nouvel instrument — Jeremie — qui permettra à des intermédiaires financiers ayant l'expérience du développement d'entreprises et du microcrédit de soutenir la création d'entreprises.

### **Miser sur les partenariats public-privé**

Les partenariats public-privé peuvent contribuer financièrement à des projets de revitalisation urbaine de grande ampleur dans des domaines très divers. Malgré les défis que de tels partenariats peuvent présenter, le document de la Commission en souligne l'intérêt: les financements privés sont nécessaires pour compléter les fonds publics, et le secteur privé apporte des compétences et des ressources complémentaires. Un partenariat public-privé efficace requiert toutefois une vision à long terme de la part des autorités locales.

### **Améliorer la gouvernance des villes**

L'exposé de principes le plus important du document de la Commission concerne sans doute la gouvernance des zones urbaines. Les orientations proposées visent la coopération entre villes et régions, une approche intégrée du développement urbain, la participation des citoyens et la capitalisation des expériences.

### **Promouvoir la coopération entre villes et régions**

Plusieurs niveaux de collectivités publiques coexistent dans les agglomérations urbaines, où elles exercent des compétences spécifiques: transports, développement économique, environnement, promotion du territoire, enseignement et formation, services sociaux et soins de santé. Il importe que ces différents niveaux coopèrent efficacement pour coordonner le développement de l'ensemble de la zone et prévenir les concurrences et les conflits. Le document constate que, dans une économie mondialisée, les villes européennes doivent atteindre une taille critique et coopérer dans toute la mesure du possible. La gestion de l'interface entre zone urbaine, périphérie et zone rurale doit notamment faire en sorte que les usagers, quelle que soit la zone où ils résident, paient pour les services fournis, et que les habitants des zones périphériques et rurales contribuent ainsi aux services dont ils profitent en ville. Les compétences professionnelles requises par le développement urbain doivent être développées.

Surtout, la Commission estime que les États membres et les régions doivent déléguer aux villes la gestion des Fonds structurels pour certaines actions urbaines et les associer à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes.

### **Adopter une approche intégrée du développement urbain durable**

Le document rappelle que le développement urbain est un processus long et complexe, qui nécessite l'intégration de multiples domaines d'intervention et la participation continue d'un large éventail de partenaires des secteurs public, privé et associatif. C'est l'une des principales leçons tirées du succès de l'initiative URBAN ces dix dernières années.

Les villes doivent disposer d'un plan cohérent et à long terme qui intègre les dimensions économique, sociale et environnementale et qui bénéficie d'un suivi efficace. Les partenaires clés doivent être pleinement associés à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes de développement urbain.

### **Valoriser la participation des citoyens**

Si les partenariats en général sont encouragés, il importe d'impliquer les citoyens, groupes informels et associations dans la promotion de la croissance et de l'emploi durables sur les plans social et environnemental. Les villes doivent favoriser le renforcement des capacités d'agir de la popula-

tion, notamment en tirant parti de l'administration électronique. Elles doivent également s'efforcer de réduire le fossé culturel qui rend souvent difficile la collaboration entre décideurs politiques, administration et groupes de citoyens.

### **Participer à des réseaux et à des échanges d'expériences**

Les villes européennes ne manquent pas d'exemples de bonnes pratiques. Au lieu de consommer des ressources précieuses à réinventer la roue, les villes doivent tirer le meilleur parti de l'expérience accumulée par le programme Urbact et par d'autres réseaux européens et nationaux. À cet égard, la Commission prévoit d'étendre l'échange d'expériences, jusqu'à présent limité aux villes impliquées dans l'initiative URBAN, à toutes les villes d'Europe.



■ Université de Cadix (Espagne), Département des Sciences marines: un campus ouvert au large de la recherche.

### **Et maintenant?**

Nous sommes à un moment clé du débat sur l'avenir des villes européennes. Ces dernières années, les questions urbaines ont rapidement progressé sur l'échelle des priorités nationales et européennes; l'apport potentiel des villes en matière de compétitivité économique et de cohésion sociale est désormais reconnu par de nombreux gouvernements nationaux, par le Parlement européen et par des groupes d'intérêt urbains et régionaux à travers l'Europe. Le document de la Commission constitue une contribution majeure à ce débat. Il identifie des objectifs politiques clés, des principes essentiels de mise en œuvre et une série d'actions spécifiques qui devraient déterminer l'avenir de la politique de cohésion en Europe. Ces orientations offrent une souplesse suffisante pour ménager les diversités nationale, régionale et locale, tout en étant suffisamment précises pour guider les stratégies et les dispositifs à mettre en place. Elles sont d'ores et déjà connues et utilisées dans certaines villes et dans certains pays, plus que dans d'autres. Il est capital qu'elles soient analysées et, espérons-le, adoptées par l'ensemble des partenaires dans tous les États membres. Cette étape franchie, nous pourrions passer de la discussion à l'action au sein de nos villes. Et c'est là l'essentiel.



## «L'urbain: nous sommes tous concernés, mais qui pilote?»

**Jean-Marie Beaupuy**, député européen, membre titulaire de la commission du développement régional (REGI), président de l'intergroupe URBAN-logement du Parlement européen

Au total, 80 % de nos populations habitent dans les villes et leurs périphéries. Cette concentration humaine induit naturellement la cristallisation de tous les besoins (transport, logement, loisirs, culture...) et de toutes les difficultés (sécurité, chômage, pollution...). Pour gérer la diversité de ces problématiques, il y a une multiplicité de décideurs et d'acteurs. Face à cette variété d'intervenants et de problématiques, le citoyen est unique, et c'est bien une seule et même personne qui rencontre, au fil de la journée, des difficultés de déplacement dans son quartier, vers son travail, subit la pollution ou l'insécurité. On voit bien que, dans la vie quotidienne, ces problématiques se rencontrent, se recoupent et qu'on ne peut envisager de les traiter efficacement si l'on agit de manière cloisonnée et sans concertation. C'est pourquoi je propose que les questions urbaines bénéficient d'une approche intégrée de leur traitement.

Dans notre Europe démocratique, les acteurs publics se doivent d'assurer à leurs administrés et à leurs concitoyens la cohérence de leurs différentes actions publiques. Au-delà des directives et des subventions, il est donc nécessaire que les «décideurs» travaillent ensemble pour assurer une cohérence aux solutions qu'ils planifient. Afin d'apporter cette coordination aux différents espaces de vie et aux différentes thématiques, nous demandons, avec mes collègues députés européens:

- > la mise en commun et la promotion des «bonnes pratiques»,
- > la mise en place systématique de chefs de projet/coordonateurs.

Et nous pensons que l'autorité municipale est souvent, sinon toujours, la mieux placée pour assumer cette fonction.

Ainsi, nous pourrions atteindre les objectifs de Lisbonne et de Göteborg grâce à la construction de villes durables (*sustainable communities*).

### Le Parlement européen, aiguillon «urbain» des institutions européennes

Parmi les députés européens, nous sommes nombreux à avoir assumé des responsabilités dans nos communes ou nos régions. Nous avons donc une connaissance pratique des réalités. Tout naturellement, au Parlement européen:

- > nous avons enrichi, au niveau urbain, les règlements des futurs Fonds structurels (2007-2013) lors du vote en première lecture (juillet 2005) notamment:
  - en rendant éligible le logement (article 59);
  - en renforçant la thématique «développement urbain» (article 36);
  - en renforçant le principe du partenariat (article 10);

- > nous avons créé un intergroupe URBAN-logement (voir ci-contre);
- > nous avons adopté le rapport de Jean-Marie Beaupuy, intitulé «La dimension urbaine dans le contexte de l'élargissement» qui demande des actions concrètes et une aide à leur mise en œuvre. Pour cela, le Parlement appelle à:
  - une meilleure coordination entre les différents services au sein de chaque institution européenne;
  - un dialogue territorial opérationnel entre l'Union européenne et les villes, entre les gouvernements et les villes, avec les citoyens;
  - un développement des outils de l'Union européenne, pour accélérer la mise en place des bonnes pratiques;
  - la mise en œuvre d'une politique urbaine intégrée au niveau spatial et au niveau thématique;
  - des actions de monitoring et de suivi pour connaître les résultats obtenus;
  - une attention particulière portée aux jeunes, aux femmes;
- > nous veillons à ce que, dans le cadre des futures orientations stratégiques communautaires de la politique de cohésion pour 2007-2013, un traitement optimal de la dimension urbaine soit assuré.

### L'intergroupe URBAN-logement

L'intergroupe URBAN-logement réunit 68 députés de tous les horizons politiques, compte 73 organisations partenaires et associe à ses travaux des professionnels de la politique de la ville. Il est à l'origine de nombreuses propositions d'amendements sur les futurs règlements des Fonds structurels pour la période 2007-2013. Son action relève de l'ordre associatif et du lobbying. L'intergroupe poursuit essentiellement deux objectifs:

- > aiguillonner et aider les responsables européens et nationaux pour la mise en place d'actions plus efficaces en faveur des villes;
- > mieux légiférer en faveur des villes.

Depuis sa création en 2004, ce groupe est très actif dans la promotion de la prise en compte des questions urbaines auprès de tous les partenaires concernés: élus, décideurs, associations et citoyens.

**Contact:** [http://www.udf-europe.net/main/deputes\\_page.jsp?path=/deputes/beaupuy/&type=aparlament/070905](http://www.udf-europe.net/main/deputes_page.jsp?path=/deputes/beaupuy/&type=aparlament/070905)



## Quelles perspectives pour le développement urbain?



En améliorant l'accès de l'aéroport de Riga (Lettonie), ce projet PHARE a donné des ailes au développement urbain.

### La nouvelle période de programmation des Fonds européens (2007-2013) comportera une forte dimension urbaine.

Le développement urbain est, depuis un certain temps déjà, l'un des grands enjeux de la politique de cohésion européenne. Dans l'actuelle période de programmation (2000-2006), l'initiative communautaire URBAN est l'instrument spécifiquement destiné à développer l'esprit d'entreprise, l'emploi, l'inclusion sociale et la qualité de l'environnement physique et naturel dans les zones urbaines en difficulté.

Les villes et les agglomérations sont également considérées depuis longtemps, dans la plupart des programmes des Fonds structurels, comme des moteurs pour la croissance et l'emploi. Le programme Urbact d'échange d'expériences s'avère, quant à lui, un outil important pour élargir et approfondir notre connaissance des bonnes pratiques de développement urbain.

Il s'agit à présent d'inscrire ce mouvement dans la prochaine période de programmation (2007-2013). Les négociations sur les nouveaux règlements et orientations des Fonds structurels sont en cours de finalisation pour être adoptés d'ici à l'été. S'inspirant notamment de la communication de la Commission issue d'une consultation publique effectuée au début de 2006 <sup>(1)</sup>, ils comprendront une forte dimension urbaine.

De grands défis subsistent, comme celui d'assurer un développement durable sur les plans social et environnemental ou d'améliorer le niveau de vie des nouveaux États membres. De surcroît, il importe que la politique de cohésion soutienne les efforts considérables déjà accomplis pour: 1) promouvoir la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi et 2) forger de solides partenariats entre acteurs locaux.

Pour relever ces défis, la Commission propose notamment:

- la pleine intégration des programmes de développement urbain dans le *mainstream* ou tronc commun des programmes, avec la possibilité de déléguer des compétences aux acteurs locaux;
- le renforcement et l'élargissement du programme Urbact d'échange d'expériences et de bonnes pratiques;
- la mise en place d'instruments financiers innovants, avec une attention particulière pour l'amélioration de l'accès des microentreprises au financement.

<sup>(1)</sup> Commission européenne, «La politique de cohésion et les villes: la contribution des villes et des agglomérations à la croissance et à l'emploi au sein des régions», 2006.



A Santa Cruz (Iles Canaries, Espagne), ce véhicule sert de centre de promotion du nouveau système de transport urbain.

## Les actions urbaines s'intègrent dans le **mainstream**

La Commission souhaite accorder plus de place aux questions urbaines en intégrant dans les programmes de développement régional les actions menées dans ce domaine (règlement général, p. 7). Cela signifie en premier lieu que les cadres de référence stratégiques nationaux incluent dans les axes prioritaires thématiques et territoriaux les priorités liées au développement urbain durable, autant que de besoin (règlement général, article 25, paragraphe 4, point b).

De même (et toujours autant que de besoin), les programmes opérationnels devraient comprendre un plan intégré de développement urbain durable (règlement général, articles 25, paragraphe 4, point b, et 36, paragraphes 4 et 5). Ce plan devrait comporter une description claire des priorités de développement urbain. Dans la pratique, cela revient à parler d'un axe prioritaire consacré aux problématiques urbaines, avec la liste des villes et zones urbaines concernées.

Dans l'idéal, la réalisation de ces mesures serait déléguée aux autorités locales et autres partenaires locaux. Dans tous les cas, ceux-ci devraient être partenaires à part entière du processus de conception et de mise en œuvre de ces actions.

En ce qui concerne la nature des actions urbaines incluses dans le *mainstream*, la «méthode URBAN» doit continuer à s'appliquer à savoir chercher à résoudre les différents problèmes d'un territoire selon une approche intégrée et globale (article 8 du règlement du FEDER). La démarche pourra ainsi comprendre des actions telles que:

- l'amélioration de l'environnement physique, y compris les espaces urbains dégradés;
- la protection du patrimoine historique et culturel;
- la promotion de l'esprit d'entreprise et de l'emploi local;
- le développement social;
- les services à des groupes de population spécifiques.

Jusqu'à 15 % des financements pourront être mobilisés pour des projets de type Fonds social européen.

## L'innovation dans le financement: **Jeremie et Jessica**

Viser la croissance et l'innovation implique une prise de risque. L'Union souffre d'un déficit en capital-risque et du manque de garanties bancaires dans les zones défavorisées. Pour relever ce défi, une nouvelle initiative conjointe — «Jeremie» — a été mise au point par la Commission européenne et le Fonds européen d'investissement (FEI). Elle vise à améliorer l'accès au financement des jeunes pousses et le développement des petites et très petites entreprises.

**Jeremie** sera accessible aux autorités de gestion. En engageant des ressources des programmes dans **Jeremie**, elles bénéficieront d'un «sésame» pour accéder à des intermédiaires financiers expérimentés en matière de développement d'entreprise et de microcrédit. Ces intermédiaires accrédités abonderont les capacités financières des entreprises et autres bénéficiaires finaux.

**Jeremie** renforcera la croissance, l'emploi et l'inclusion sociale dans les villes de l'Union européenne concernées par les programmes des Fonds structurels. Un effet de levier est attendu de ce dispositif, en provenance d'autres institutions financières, nationales et européennes.

«**Jessica**» est une initiative en faveur du développement urbain durable lancée conjointement par la Commission européenne, la BEI et la Banque de développement du Conseil de l'Europe. Son objectif, en combinant subventions et prêts, est de faciliter le financement de la rénovation urbaine et du développement urbain.

Dans le cadre de **Jessica**, les autorités de gestion pourront:

- financer un large éventail de partenariats public-privé, de projets et d'autres dispositifs de développement urbain susceptibles d'assurer à long terme un retour sur investissement intégral ou partiel;
- assurer une gestion plus simple et plus souple des fonds destinés au développement urbain;
- augmenter l'effet de levier des ressources limitées allouées au développement urbain, en attirant la contribution des institutions financières internationales, des banques, du secteur privé, etc.



Soutien aux PME à Svaneke, Bornholm (Danemark): un atelier de production de verre artisanal pour l'exportation.



## Le programme Urbact: l'intérêt d'une mise en réseau des villes européennes

**Urbact I (2003-2006), programme d'échange d'expériences entre acteurs du développement urbain, répond à une forte demande des villes. Les résultats obtenus jusqu'ici plaident pour une poursuite de la démarche au-delà de 2006.**

Durant les quinze dernières années, l'Union européenne a progressivement construit les bases d'une politique urbaine résumée dans le document de travail des services de la Commission: «*Le développement urbain durable intègre la fourniture de services publics de qualité avec des objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Pour réaliser les sustainable communities mentionnées dans l'accord de Bristol, il est essentiel de créer au niveau local des partenariats entre les acteurs publics, privés, associatifs ainsi qu'avec la population.*»<sup>(2)</sup>.

Les programmes projets Pilot URBAN (1990-1993 et 1997-1999), URBAN I (1994-2000) et URBAN II (2000-2006) financés par la politique de cohésion ont permis de développer en grandeur réelle (216 sites en Europe) les politiques de développement urbain intégré. Les résultats positifs de ces expériences, particulièrement URBAN II, et le constat reconnu que les villes revêtent une importance capitale en matière de productivité et d'emplois, ont conduit la Commission européenne à proposer d'intégrer les politiques de développement urbain durable dans le tronc commun (*mainstream*) de la politique de cohésion pour la période 2007-2013.

### 179 villes, 375 partenaires

Créé au début de 2003 pour organiser les échanges entre villes bénéficiant de l'initiative communautaire URBAN, tirer des enseignements sur les expériences conduites et diffuser largement ces savoir-faire, Urbact répondait manifestement à une demande: 179 villes participent au programme, parmi lesquelles 40 % sont des villes de plus de 200 000 habitants et 33 % des villes de moins de 100 000 habitants. Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, les villes des dix nouveaux États membres sont éligibles à Urbact; elles représentent aujourd'hui un tiers des participants au programme. Aux côtés des villes, principaux acteurs du programme, des autorités régionales, des universités et même des États membres participent aux travaux d'Urbact. Urbact compte 375 partenaires dans 20 réseaux et 6 groupes de travail thématiques, ainsi que des groupes de travail regroupant des réseaux sur une même thématique.



Place au vélo dans le centre-ville de Vienne (Autriche), rénové avec l'aide d'URBAN.

En 2005, plus de 100 séminaires de travail ont été organisés dans le cadre d'Urbact, regroupant chacun 20 à 30 personnes, élus, techniciens, experts. Plus de 3 000 personnes à travers toute l'Europe sont engagées directement et personnellement dans les travaux d'Urbact.

Le site web du programme ([www.urbact.org](http://www.urbact.org)) réunit près de 5 000 documents, études de cas, présentations de bonnes pratiques, rapports d'études... En février 2006, il a reçu 8 000 visiteurs, chacun consultant en moyenne 36 pages, un indicateur du téléchargement de nombreux documents.

### EUKN: partager le savoir-faire urbain européen

**Le réseau européen des centres de ressources des politiques urbaines (European Urban Knowledge Network — EUKN) aide les États membres à créer des réseaux nationaux de connaissances dans le domaine du développement urbain.**

Interconnectés, ces réseaux nationaux facilitent les échanges d'expérience et d'expertise touchant les questions urbaines en Europe. EUKN aide ainsi les décideurs politiques à apprendre les uns des autres. Le réseau renforce le rôle moteur des villes européennes en faveur de la croissance et de l'emploi, tout en assurant un haut niveau de durabilité et d'inclusion.

<sup>(2)</sup> Commission européenne, «La politique de cohésion et les villes: la contribution des villes et des agglomérations à la croissance et à l'emploi au sein des régions», 2006.



EUKN est une initiative européenne lancée en 2004 dans le cadre de la présidence néerlandaise de l'UE. Il fédère actuellement quinze États membres, le programme Urbact, la Commission européenne ainsi que le réseau Eurocities.

Opérationnel depuis avril 2005, EUKN a mis en place une plate-forme de connaissance décentralisée, basée sur un portail de recherche et des réseaux nationaux dans tous les États membres participants. Les partenaires européens, nationaux, régionaux et locaux l'alimentent en études de cas, documents politiques et rapports de recherche sur tous les grands thèmes liés à la politique urbaine. EUKN a reçu le prix du réseau le plus innovant «XML Holland Award».

Depuis le lancement du site web, en octobre 2005, le nombre d'études de cas et de rapports de recherche accessibles a augmenté rapidement. D'ici à cet été, des milliers de documents seront disponibles en ligne.

Le secrétariat EUKN est basé à La Haye, aux Pays-Bas.

Pour en savoir plus: [www.eukn.org](http://www.eukn.org)

## Quels enseignements et quelle valeur ajoutée pour les villes?

Sept grandes lignes thématiques se sont dégagées de la diversité des travaux des réseaux et groupes de travail: les villes et les jeunes, la régénération urbaine, les immigrants, le développement économique local, la participation citoyenne, l'insécurité et l'approche intégrée du développement urbain.

L'intégration du développement urbain durable dans le tronc commun de la politique de cohésion rend plus que nécessaire l'existence d'un programme d'échange et de réflexion qui diffuse le concept de développement urbain intégré durable tel que l'Union européenne l'a élaboré au cours de ces vingt dernières années.

- > La démarche Urbact attire de nombreuses villes, car, à travers l'analyse d'expériences réalisées ailleurs, des échanges sur leurs préoccupations et les différentes façons d'y répondre, elles disposent d'éléments de réflexion et de comparaison pour la définition de leurs politiques.
- > Urbact permet aux villes des 25 et bientôt 27 États membres d'échanger et de s'entraider mutuellement, et aux villes moyennes de pouvoir intégrer des réseaux européens d'échange.
- > Urbact est un formidable outil d'apprentissage mutuel à destination des décideurs politiques, des techniciens, des acteurs du développement urbain en général.
- > En trois ans, Urbact est devenu un cadre d'échanges et de réflexion sur les problématiques urbaines non seulement entre les décideurs des villes, mais aussi des autorités régionales, des États membres, des universités et des chercheurs. En cela, le programme favorise le décloisonnement territorial sectoriel et disciplinaire entre les villes et à l'intérieur des villes.

- > Enfin, le programme a permis la création d'un réseau européen des centres de ressources en matière de politiques urbaines (EUKN, voir encadré) et le lancement d'un groupe de travail sur le renforcement des compétences pour l'application d'une approche basée sur le concept de *sustainable communities* (SKILLS, voir encadré).

Les moyens et les efforts engagés pour tirer des leçons des politiques et diffuser les conclusions et recommandations seront maintenus et développés pour la période 2007-2013 dans Urbact II, futur programme cadre d'échanges entre villes.

Contact: [info@urbact.org](mailto:info@urbact.org)

## Les compétences au service de communautés de vie durables

**La création de quartiers et de communautés de vie de qualité requiert des compétences spécifiques. Échanges et coopération peuvent aider à les développer.**

Lors du Conseil informel sur les communautés durables qui s'est tenu à Bristol (Royaume-Uni), les 6 et 7 décembre 2005, les ministres de l'UE se sont entendus sur une série de compétences qui sont de plus en plus nécessaires dans le cadre du développement urbain mais qui font souvent défaut. Il s'agit notamment de l'aptitude à la pluriactivité, au leadership et à la mise en œuvre d'une stratégie, au travail en partenariat et à la gestion de projet, à la négociation et à la médiation sociale, à la gestion du changement organisationnel et à la gouvernance locale efficace.

L'«accord de Bristol» a prévu que les États membres mettraient en commun leurs bonnes pratiques dans ce domaine. Les participants sont également convenus de l'organisation, à Leeds (Royaume-Uni), à la fin de 2006, d'un «symposium européen des compétences pour des communautés durables» pour favoriser l'investissement dans le développement des compétences et l'échange de connaissances.

Organisation créée et soutenue par le gouvernement britannique, l'Académie pour des communautés durables (Academy for Sustainable Communities — ASC), en partenariat avec le réseau européen des centres de ressources des politiques urbaines (EUKN), a mis sur pied un groupe de travail Urbact. Il orientera, coordonnera et évaluera les travaux du symposium, et formulera des recommandations concernant une future coopération européenne sur les compétences pour la période 2007-2013.

Le secrétariat du groupe de travail est basé au Royaume-Uni. Son rôle est de faciliter l'élaboration du contenu du symposium en fonction des besoins de l'Union européenne dans son ensemble et de chacun de ses États membres en particulier, l'objectif étant que l'événement débouche sur une «charte européenne des compétences» à laquelle adhéreront les organisations locales et régionales.

Pour en savoir plus:

<http://www.ascskills.org.uk/euskills/en/home.cfm>





## BUDAPEST (HONGRIE)

## Une meilleure gestion des eaux usées



**Coût total:** 529 107 000 EUR  
**Contribution UE:** 304 661 500 EUR

«Notre objectif est de traiter biologiquement 95 % des eaux usées de Budapest (1,8 million d'habitants). Cela va être possible lorsque seront construits le nouveau réseau d'égouts et l'usine d'épuration municipale de Budapest-Centre, avec une capacité de traitement de 350 000 m<sup>3</sup>/jour. 850 000 habitants sont concernés. Le projet, qui va considérablement améliorer la qualité des eaux du Danube, comporte cinq volets: construction sur l'île de Csepel d'une station d'épuration utilisant les technologies les plus avancées en matière de traitement des eaux et d'économies d'énergie (biogaz); création d'une infrastructure de compostage des boues résultant de l'épuration (capacité: 100 000 tonnes/an); installation d'un égout principal de 6,9 km sur la rive de Buda; mise en place d'un réseau de canalisations sous pression reliant les principales stations de pompage à l'usine d'épuration; modernisation et renforcement des stations de pompage. 65 % du coût total éligible (468 710 000 euros) est financé par le Fonds de cohésion. La fin des travaux est prévue pour 2009.»

**Gyula Somlai**, directeur du département des travaux publics, mairie de Budapest  
[somlaigy@budapest.hu](mailto:somlaigy@budapest.hu)

## VALENÇA (PORTUGAL)

## Revalorisation du patrimoine urbain



**Coût total:** 2 600 000 EUR  
**Contribution UE:** 1 900 000 EUR

«Ville frontière avec l'Espagne, Valença possède un riche patrimoine culturel qui reflète les multiples liens unissant l'extrême nord du Portugal et la Galice. Avec l'appui du FEDER et du programme opérationnel de la région Norte, les autorités municipales ont lancé une série de projets destinés à restaurer et à revaloriser le centre historique de la ville. À travers l'embellissement urbain et la modernisation des infrastructures de base (égouts, voiries...), il s'agit de promouvoir le tourisme culturel et de contrer le déclin démographique par la création d'activités et une meilleure qualité de vie.»

**Jorge Sobrado**, CCDR-Norte  
[vitor.devesa@ccdr-n.pt](mailto:vitor.devesa@ccdr-n.pt)

## CERNIKA (SLOVENIE)

## Conversion d'un site militaire en parc d'activités



**Coût total:** 3 951 000 EUR  
**Contribution UE:** 2 598 573 EUR

«Avec l'aide du FEDER, la commune de Cernika aménage un parc d'activités sur un ancien site militaire de l'armée yougoslave. La première phase du projet s'est terminée en novembre 2005. Elle a consisté à démolir les casernes, à niveler le terrain, à viabiliser le site (route d'accès, conduites d'eau, égouts, éclairage...) en l'équipant de toutes les infrastructures nécessaires à l'installation d'entreprises (haute tension électrique, câbles pour l'internet à haut débit, etc.). Le site de 11 000 m<sup>2</sup> est prêt à accueillir à un coût raisonnable des bureaux, des ateliers et d'autres bâtiments à construire. Le projet s'inscrit dans la stratégie de développement de la région de Notranjsko Kraška.»

**Franç Lenarcic**, ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire  
[Franc.Lenarcic@gov.si](mailto:Franç.Lenarcic@gov.si)

## AMSTERDAM (PAYS-BAS)

## ArenA, un partenariat pour l'emploi



**Coût total:** 650 000 EUR  
**Contribution UE:** 325 000 EUR

«L'ouverture de l'Araena Stadium en 1996 n'a pas produit les emplois durables escomptés dans le Zuid-Oost, les quartiers du sud-est d'Amsterdam. D'où la mise sur pied, sur l'initiative de la ville, d'un partenariat pour l'emploi regroupant toutes les forces vives locales: pouvoirs publics, entrepreneurs, organisations professionnelles, institutions éducatives, associations, etc. 80 organismes sont représentés au sein de l'ArenA Initiatief qui met en réseau tous les acteurs socio-économiques locaux au service de l'emploi et de la formation. Psychologiquement, il s'agissait aussi de briser la fracture entre l'est (où les gens vivent) et l'ouest (où ils travaillent). La formule a du succès: ArenA a contribué à une diminution très significative du chômage dans le Zuid-oost. Entre 1996 et 2003, le nombre des demandeurs d'emploi est passé de 15 000 à 5 000.»

**Peter Aben**, Affaires économiques, Amsterdam Zuid-oost  
[p.aben@zuidoost.amsterdam.nl](mailto:p.aben@zuidoost.amsterdam.nl)



Espagne

## «L'intégration fait la force du projet URBAN de Gijón»

**Blanca Cañal García**, directrice du programme URBAN II Gijón (Asturies)



«Secteur périphérique industriel en crise» est la dénomination qui convient pour qualifier la zone d'intervention URBAN de Gijón. Comptant 26 519 habitants au moment de l'élaboration du programme, soit 10 % de la population de Gijón, elle est située dans l'ouest de la ville et comprend plusieurs secteurs: Jove (dont certains quartiers comme El Muselín, Portuarios et Pescadores s'étendent jusqu'à la mer), Tremañes (zone à vocation industrielle) et une partie des quartiers de la Calzada et du Natahoyo, zones densément peuplées et comptant des friches industrielles à la suite de la fermeture de plusieurs grandes entreprises. Dans toute la zone URBAN, les espaces résidentiels cohabitent avec une activité industrielle intensive et de grandes infrastructures de transport: ainsi, le port du Musel et plusieurs lignes de chemin de fer traversent ces quartiers. Chômage et problèmes sociaux sont beaucoup plus importants dans la zone URBAN que dans d'autres parties de l'agglomération.

Porté par la ville de Gijón, le projet URBAN est cofinancé à 75 % par le FEDER pour un coût total éligible de 14,2 millions d'euros répartis selon cinq axes prioritaires: la récupération des terrains abandonnés et la création de parcelles à lotir; l'amélioration du tissu économique; l'intégration des populations défavorisées; le traitement des déchets; la promotion des nouvelles technologies.

Afin de transformer ces priorités en actions, on a tenu compte certains grands principes qui induisent effets de levier et valeur ajoutée, notamment l'approche intégrée et la recherche de synergies avec d'autres actions publiques et privées. Deux exemples peuvent illustrer ces propos.



Le «point propreté» à Gijón.

### Le «point propreté»

On avait d'abord envisagé d'aménager un «point propreté» (parc à conteneurs pour la collecte sélective des ordures ménagères) sur un terrain vague situé derrière une voie de chemin de fer. Malheureusement, les riverains se sont opposés à cette installation dans leur quartier. En inscrivant l'action dans le cadre d'URBAN, on a pu facilement

sensibiliser une grande partie de la population à travers la centaine de séances d'information sur la collecte sélective organisées dans les centres d'apprentissage, maisons de jeunes, clubs du troisième âge, télécentres, etc. De même, quatorze associations locales ont collaboré à l'organisation d'une exposition sur le thème. On estime à plus de 800 personnes la participation à cet événement de cinq jours. Aujourd'hui, le point propreté est une installation attrayante, dont les riverains sont fiers. Elle est située dans le quartier le plus populaire de la zone URBAN, à proximité d'établissements scolaires, de centres de santé et d'un important complexe sportif, où l'on continue d'ailleurs à dispenser des formations environnementales. Il faut noter aussi que toutes les actions URBAN s'accompagnent d'une sensibilisation sur les économies d'énergie, la gestion des ordures ménagères, etc.

### Le partenariat avec les entreprises

La zone URBAN abrite les espaces industriels les plus anciens et les moins équipés de la ville. Ces sites font l'objet d'une intervention. Le travail de récupération des terrains dégradés qui a débuté a mobilisé les associations d'entreprises réparties sur trois parcs d'activités. Les friches industrielles et parcelles abandonnées, souvent utilisées illégalement, ont été transformées en parkings ou sont à présent construites. La démarche a notamment impliqué les deux sociétés (ADIF et FEVE) dont les voies de chemin de fer traversent ces sites. Dès lors, à partir des résultats positifs de cette action, il a été beaucoup plus facile de présenter aux entreprises — très petites pour la plupart — d'autres pistes d'action en faveur de l'environnement ou des nouvelles technologies. Ainsi, une des associations d'entreprises a entamé la plantation de quelque 100 arbres dans son parc d'activités. Ailleurs, une entreprise a récemment obtenu un accord pour développer des sites web pour 150 entreprises de la zone URBAN. À cet effet, elle est en train de former des jeunes de la zone et au moins six d'entre eux devraient être embauchés.

Forte de mes dix ans d'expérience dans le développement de ce type de projets, je crois pouvoir affirmer que ces programmes intégrés, concentrés sur des zones bien précises et faisant appel à une forte implication des acteurs sur le terrain, vont bien au-delà de la simple exécution d'un budget: ils ont une valeur ajoutée et une visibilité pour les citoyens très supérieure à ce qu'ils auraient s'ils étaient mis en œuvre par les différents services spécialisés pris séparément, sans véritable coordination ni intégration.

Pour en savoir plus: [www.gijon.es](http://www.gijon.es)

## URBAN II en action à Leipzig et Dortmund (Allemagne)

## Quartiers qui bougent

Les douze programmes URBAN II allemands se conjuguent avec les interventions des fonds européens et les autres aides au développement dispensées par l'État fédéral, les Länder et les villes. Par leur approche participative, intégrée et innovatrice, ils redonnent attractivité et dynamisme aux quartiers concernés, fierté et espoir à leurs habitants. La preuve par Leipzig et Dortmund.



Ce ver de terre géant, symbole de vitalité, flanque la façade du bâtiment où siège Wege e.V, une association de parents d'enfants en difficulté psychologique soutenue par URBAN à Leipzig.

Karsten Gerkens, directeur de l'urbanisme à la ville de Leipzig, montre la photo d'une petite fille flottant dans un manteau beaucoup trop grand pour elle: «*Chez nous, le développement urbain, c'est essayer d'ajuster un manteau très cher mais trop grand à un corps en croissance.*»

L'image est efficace: Leipzig est en effet l'exemple même de la «shrinking city»<sup>(1)</sup>, une «ville qui a rétréci». La plus grande agglomération de l'ex-RDA après Berlin a vu sa population passer de 750 000 habitants dans les années 30 à 493 000 en 2000, pour réaugmenter depuis et atteindre tout juste 500 000 aujourd'hui. Mais rien qu'entre 1990 et 2000, Leipzig a perdu 100 000 habitants. Les causes de cette hémorragie sont plurielles: le très faible taux de natalité explique déjà un déficit de 25 000 individus et, avec la réunification, Leipzig a vu disparaître 60 000 emplois industriels, poussant 25 000 habitants à gagner l'ouest de l'Allemagne. En même temps, succombant aux charmes de la petite maison individuelle, très difficile d'accès sous le régime est-

allemand, 50 000 Leipzigeois se sont installés en banlieue ou dans la proche campagne, abandonnant la ville proprement dite.

Résultat: beaucoup de bâtiments vides, 60 000 logements vacants et un tissu urbain très relâché. Dans des rues importantes de certains quartiers, un immeuble sur quatre est inoccupé. Mais l'impression n'est pas la même que dans une ville industrielle en crise où l'ensemble d'un quartier est généralement dégradé: à Leipzig, des immeubles pimpants car fraîchement restaurés côtoient des immeubles abandonnés, aux façades délabrées. Et cela fait peine à voir car il s'agit très souvent de beaux immeubles de style «Gründerzeit», la période d'expansion et d'urbanisation intense qu'a connue l'Allemagne entre 1870 et 1914. Le but ultime du programme URBAN II «Leipziger Westen» mis en œuvre dans quatre quartiers de l'ouest de la ville (8 km<sup>2</sup>, 32 000 habitants) est donc très simple: «*Garder les gens dans la ville et en attirer d'autres*», résume Norbert Raschke qui pilote le programme.

<sup>(1)</sup> Leipzig et sa voisine Halle font partie du réseau «Shrinking cities» (<http://www.shrinkingcities.com/>), projet conduit entre 2002 et 2006 par la Kulturstiftung des Bundes (Fondation culturelle fédérale) et réunissant architectes, scientifiques et artistes pour des travaux portant également sur Detroit (États-Unis), Ivanovo (Russie), Manchester et Liverpool (Royaume-Uni).

## Accès à la propriété... et à l'emploi

«À l'est, les gens possèdent très peu de patrimoine. Beaucoup veulent accéder à la propriété mais n'ont guère les moyens d'acheter et de rénover un immeuble, explique Christoph Scheffen, coordinateur de l'agence immobilière sociale Immothek, soutenue par URBAN et la ville de Leipzig. Notre rôle consiste, avec l'aide d'architectes bénévoles, à rechercher des immeubles disponibles, rénovables à un coût raisonnable et à les proposer à des familles souhaitant acheter un logement. Nous réunissons ces acheteurs potentiels – en moyenne six ménages par immeuble – pour qu'ils fassent connaissance et voient s'ils ont assez d'atomes crochus pour acheter l'immeuble ensemble, en copropriété.» Entre 2002 et 2005, ce sont ainsi 212 logements qui ont trouvé acquéreurs à prix coûtant. Leipzig est la première ville d'Allemagne à soutenir ce type d'opération dont le modèle a pu être mis au point grâce à une subvention URBAN de 500 000 euros. On estime que l'opération a généré pour l'ensemble de la ville 40 millions d'euros d'investissements et environ 200 nouveaux emplois.



Une brigade verte en action dans le Henriettepark, au centre de la zone URBAN à Leipzig.

Dans des quartiers où le taux de chômage dépasse 20 %, l'emploi est bien évidemment la grande priorité du programme URBAN de Leipzig: 8 millions d'euros, soit 40 % du budget, sont consacrés à une mesure «Économie et emploi» qui combine des dispositifs classiques d'aide aux entrepreneurs (conseils, mise à disposition d'équipements, mise en réseau...) à des formations ciblées (sur les jeunes, les femmes, les immigrés...) plus innovantes (entreprises scolaires, bourse aux idées...). Pour la période 2001-2004, URBAN Leipziger Westen affichait 430 emplois créés ou maintenus, 80 bénéficiaires d'une formation qualifiante et plus de 800 jeunes ayant pris part à un cours intensif sur la création d'entreprise. «Nous sommes partis de rien en mai 2002», raconte Frank Basten, conseiller au centre d'entreprises et d'innovation «Freie Wirtschaftsförderung» (appui à la libre entreprise). «Aujourd'hui, en février 2006, nous avons soutenu 147 petites entreprises représentant 353 emplois. La répartition des secteurs traduit le tissu économique de la zone URBAN mais aussi nos priorités: 69 entreprises de services aux entreprises, 28 artisans, 23 commerces, 14 établissements hôteliers et 13 entreprises de services aux particuliers. Dans notre appui, nous privilégions les activités liées aux clusters et spécialités de Leipzig: l'informatique et l'automobile.»

Attirer en ville de nouveaux habitants, c'est évidemment aussi embellir les quartiers. À cet égard, la mesure «Qualité

de l'espace urbain» mobilise URBAN pour environ 7,3 millions d'euros. La conjugaison de différents financements a débouché sur la mise en valeur du canal Karl-Heine et la conversion d'anciens sites industriels en espaces verts mais aussi sur des mesures immatérielles comme un système innovant de prêt de terrains: plus encore que de grandes friches industrielles, Leipzig compte en effet de très nombreux petits terrains vagues qui ne réclament finalement qu'un bon nettoyage et débroussaillage pour se transformer en jardin ou aire de jeux. «Nous mettons en contact et en confiance le propriétaire et la personne ou l'organisme qui souhaite utiliser le terrain et cherchons à ce qu'ils concluent un accord de prêt gratuit ou un contrat de location temporaire», explique Tobias Habermann, l'un des deux «managers de quartier» de la zone URBAN. «Tout le monde est gagnant et nous supprimons ainsi de nombreux chancres urbains. Nous appliquons le même principe pour certains magasins vides donnant sur les grandes artères: ainsi prêtés par leur propriétaire, ils peuvent servir à l'organisation de manifestations culturelles ponctuelles – des fêtes, des expositions – ou devenir des lieux de rencontre permanents pour des jeunes, des associations...»

## Enthousiasme

Selon une étude de l'Institut allemand d'urbanisme (Deutsches Institut für Urbanistik – DIFU), les quelque 20 millions d'euros du budget d'URBAN Leipziger Westen ont généré 280 millions d'euros privés. «C'est bien sûr un excellent résultat, constate Bertram Plate, coordinateur des projets sociaux du programme, mais ce que je trouve plus formidable encore, c'est que nous avons retrouvé dans nos quartiers l'enthousiasme qui prévalait au moment de la chute du rideau de fer mais qui s'est étioilé par la suite avec les dures réalités de la restructuration.»

Cet enthousiasme et cette fierté retrouvés, on les perçoit de manière très forte aussi dans une région éloignée de Leipzig et qui n'a pas du tout connu la même histoire puisque située en Allemagne occidentale. À l'est du bassin de la Ruhr, Dortmund (590 000 habitants) poursuit sa reconversion de ville sidérurgique en métropole *high tech*. La démarche est bien avancée mais toutes les parties de la ville ne profitent pas de cette mutation: la Nordstadt, au nord du centre-ville, a perdu de nombreux emplois, notamment deux milliers d'un seul coup à la suite de la fermeture d'une aciérie. En outre, 40 % des 54 000 habitants de la Nordstadt sont d'origine immigrée, une population particulièrement fragilisée par les pertes d'emplois industriels, d'où le choix de ce quartier comme bénéficiaire d'un programme URBAN II de 28,8 millions d'euros, dont 10 millions de source européenne. Bilan à mi-parcours des 29 projets sélectionnés: «16 nouvelles entreprises et 200 emplois créés, 2 300 personnes qui ont bénéficié d'une formation, 2 500 contacts pris avec les entreprises locales et une baisse sensible de la délinquance», annonce Ralf Appel, directeur du programme, qui souligne aussi qu'une «dynamique de quartier irréversible s'est développée avec URBAN.»

Si le visiteur est impressionné par l'installation dans le Fredebaumpark du plus grand tipi du monde, c'est peut-être le Nordmarkt qui est la partie de la Nordstadt la plus emblématique de la stratégie mise en œuvre et des résultats obtenus à Dortmund avec URBAN. Ce qui est à présent à la fois une belle place de marché et un agréable espace vert au milieu d'un quartier densément peuplé, était encore en 2002 un espace déshérité où se retrouvaient alcooliques, héroïnomes et prostituées. Un peu plus de 1,1 million d'euros de



fonds URBAN ont permis de remettre le lieu en état mais aussi de l'entretenir et de le sécuriser en recourant à un dispositif de «stewards urbains» ou d'«agents d'ambiance». Ils sont ainsi 18 préposés, engagés dans le cadre d'un programme fédéral de remise au travail, à veiller à la propreté, à la sécurité, voire à la convivialité des rues et places du Nordmarkt. *«Ce sont des tâches simples mais hautement symboliques comme demander aux gens de jeter leurs déchets dans les poubelles ou aider les écoliers à traverser la rue qui revalorisent ces anciens exclus et recrée un lien social»*, explique Bernd Axmann, chef du projet au sein de l'entreprise d'insertion sociale Grünbau GmbH qui encadre le dispositif.



Un aspect de l'opération peinture de façades menée dans le cadre de l'action URBAN de rénovation de quartiers, à Dortmund.

## Ville sociale

*«Nous essayons de tirer les gens vers le haut, confie Helga Beckmann. Améliorer l'image qu'ils ont d'eux-mêmes et de leur quartier, les convaincre que le verre n'est pas à moitié vide, mais plutôt à moitié plein et qu'on peut le remplir. Nous organisons toutes sortes d'événements, des fêtes, des concours d'idées... Cela génère des projets et donne une attractivité et une visibilité au quartier sans coûter beaucoup d'argent.»* Helga et son collègue Martin Gansau sont les deux responsables du «bureau de quartier» du Nordmarkt. Il y en a trois dans la Nordstadt. Ils sont l'interface entre les habitants et les pouvoirs publics, *«à la fois des médiateurs, des facilitateurs et des animateurs»*, précise Martin. *Nous ne réglons pas directement les problèmes, nous ne nous substituons pas à l'administration, nous aidons seulement les gens qui nous contactent à trouver l'interlocuteur qu'il leur faut.»*

Ce «Quartiersmanagement», ce «management de quartier» est un outil essentiel du développement urbain en Allemagne. Il est au cœur du concept de «Soziale Stadt» (ville sociale) pour laquelle le Land de Dortmund, la Rhénanie-du-Nord – Westphalie, fait figure de pionnier. Lancé en 1993, le programme régional «Stadtteile mit besonderem Erneuerungsbedarf» («Quartiers ayant un besoin particulier de rénovation») a été le premier programme allemand à fonctionner selon une approche transversale. Il s'agissait de faire face au déclin urbain provoqué par la disparition des charbonnages et de la sidérurgie dans le bassin de la Ruhr. En 1998, les succès de l'expérience ont poussé le gouvernement fédéral à adopter la formule et à la proposer en 1999 à l'ensemble des 16 Länder allemands sous le nom de «Bund-Länder-Programm Soziale Stadt» (programme fédéral régional ville sociale).

À l'instar de l'initiative URBAN qu'il a en partie inspirée, le programme «Soziale Stadt» consacre l'approche territoriale, intégrée et participative de la requalification des quartiers les plus défavorisés. *«La grande valeur ajoutée des programmes comme "Soziale Stadt" ou URBAN, affirme Karl Jasper, coordinateur URBAN au ministère du bâtiment et de la mobilité du Land, c'est qu'ils favorisent la participation des habitants aux projets. Cette participation a deux avantages: d'abord, on tire parti du vécu des habitants pour mieux adapter les projets et les rendre plus durables. Ensuite, la dynamique que les projets induisent permet de créer des structures sociales qui stabilisent le quartier dans la durée. En fin de compte, c'est le rôle des pouvoirs publics qui est redéfini: l'État qui assiste, qui aide ses citoyens en difficulté devient l'État qui libère les potentiels endogènes permettant aux personnes de s'aider elles-mêmes. C'est un peu "aide-toi et URBAN t'aidera"».*

Mais Karl Jasper de rappeler qu'URBAN n'est qu'un volet modeste de l'action urbaine en Rhénanie-du-Nord – Westphalie: l'actuel programme «Objectif n° 2» (environ 2 milliards d'euros) intervient en grande partie dans des zones urbaines et, à elle seule, la première économie régionale d'Europe, le Land le plus peuplé et industrialisé d'Allemagne, investit annuellement 150 millions d'euros dans le développement urbain, répartis entre le programme «Soziale Stadt» (40 millions), le programme de reconversion urbaine «Stadtumbau» (30 millions) et diverses autres mesures en faveur de villes de petite et de moyenne dimension (80 millions).

## Mainstream

En matière de gestion du développement urbain financé par les Fonds structurels, la Rhénanie-du-Nord - Westphalie préfigure aussi l'avenir. Il est en effet remarquable que les maires de cinq des plus grandes villes du Land siègent au comité de suivi des programmes européens, mais sans hégémonie, sans davantage de prérogatives que d'autres partenaires, les chambres de commerce par exemple.

L'un des inventeurs et promoteurs du programme «Soziale Stadt», Ullrich Sierau, est l'échevin de l'urbanisme de la ville de Dortmund. Cet ancien chef d'unité au ministère du développement urbain du Land exprime une opinion que semblent partager bon nombre de développeurs régionaux: *«Nous sommes favorables aux principes de la stratégie de Lisbonne: il faut favoriser la compétitivité, l'innovation, la connaissance, la formation des ressources humaines... Mais je crois toujours aux principes de la ville sociale: personne ne doit être laissé au bord de la route. Il faut un équilibre. De toute façon, le capital ne va pas là où les problèmes sociaux ne sont pas résolus.»*

### Pour en savoir plus:

[www.urban-leipzig.de](http://www.urban-leipzig.de)  
[www.urban.dortmund.de](http://www.urban.dortmund.de)

Le **réseau URBAN germano-autrichien** est une excellente ressource en matière de développement urbain dans les deux pays concernés mais aussi à l'échelle européenne.

Deutsch-Österreichisches URBAN-Netzwerk  
 Rue du Luxembourg 47-51, B-1050 Bruxelles  
 Tél. (32-2) 550 16 10 — Fax (32-2) 503 56 06  
[c.huttenloher@deutscher-verband.org](mailto:c.huttenloher@deutscher-verband.org)

## LE HAVRE (FRANCE)

## Création d'un parc urbain



**Coût total:** 9 343 413 EUR

**Contribution UE:** 2 472 721 EUR

«Le projet phare du programme URBAN II du Havre est la réalisation d'un parc urbain entre la ville et le port. Il s'agit de créer un lieu de loisirs et de promenades pour les habitants du quartier Saint-Nicolas, de relier ce quartier au centre-ville et de changer son image en y attirant habitants et investisseurs. L'aménagement du parc s'appuie sur le caractère exceptionnel du site: présence de bassins maritimes et d'activités portuaires, proximité de la mer et du centre-ville... Un éclairage spécifique mettra en valeur le site, notamment les bassins. La réalisation d'un pont aboutissant au cœur du parc urbain contribuera à désenclaver le quartier Saint-Nicolas et surtout à donner une vocation communale voire intercommunale à cet espace de convivialité.»

**Ouahid Dorbane**, délégué général au développement des quartiers sud du Havre

[Ouahid.Dorbane@ville-lehavre.fr](mailto:Ouahid.Dorbane@ville-lehavre.fr)

## BRISTOL (ROYAUME-UNI)

## Inclusion de jeunes handicapés



**Coût total:** 342 575 EUR

**Contribution UE:** 169 938 EUR

«Le projet d'inclusion "Just CHIL" (*Just children helping inclusion by listening* — Juste des enfants qu'on aide à s'insérer par l'écoute) est une réponse innovante aux besoins des jeunes handicapés en difficultés d'apprentissage et de comportement. Une recherche locale a montré que ce groupe risquait davantage d'être exclu de l'école et d'adopter des comportements sociaux voire violents, alors même que leurs besoins étaient trop complexes pour être pris en charge par le seul système scolaire conventionnel. Le projet touche les jeunes les plus difficiles. Il utilise une approche éducative centrée sur l'individu et ses pairs pour développer les capacités du jeune à reconnaître et à modifier son comportement. Les cours englobent la gestion de la colère, la négociation, la résolution des conflits, la citoyenneté, autant de compétences que les participants vont réutiliser dans leur quotidien. Le projet a eu un impact important: les soixante jeunes qui ont terminé la formation ont fait montre jusqu'ici de grands progrès dans leur comportement, leur fréquentation scolaire et leur cheminement vers un emploi. Une jeune femme a reçu le prix du Mémorial de la princesse Diana qui récompense le travail communautaire; quatre jeunes ont rejoint le groupe de pilotage du programme URBAN, d'autres encore sont actifs dans diverses associations.»

**Steve Morris**, directeur du programme URBAN II South Bristol

[s\\_morris@bristol-city.gov.uk](mailto:s_morris@bristol-city.gov.uk)

[www.southbristolurban2.co.uk](http://www.southbristolurban2.co.uk)

## SAMBREVILLE (BELGIQUE)

## Formation en rénovation de bâtiments



**Coût total:** 202 057 EUR

**Contribution UE:** 101 028 EUR

«Le but de ce projet est de permettre à des personnes défavorisées — principalement des hommes — de se recréer un lien social mais également de recevoir, en fin de formation, un certificat de réussite dans diverses branches de la construction et de la rénovation (maçonnerie, plafonnage, peinture, électricité...). Grâce à ce certificat, elles pourront trouver un travail dans le secteur du bâtiment ou être réorientées vers d'autres formations plus qualifiantes. À terme, l'objectif est de former 60 personnes ayant reçu chacune 820 heures de formation. En termes de création d'emplois, ce sont 30 personnes qui retrouveront directement une activité. Il s'agit également de permettre aux élèves de contribuer à la réfection du patrimoine local. Ces formations ont ainsi déjà permis de rénover deux maisons de quartier ainsi qu'un immeuble.»

**Philippe Lhomme et Laurent Warnon**, cellule d'assistance technique URBAN, administration communale de Sambreville

[urban@commune.sambreville.be](mailto:urban@commune.sambreville.be)

## DUBLIN (IRLANDE)

## Quand les habitants restaurent leur environnement



**Coût total:** 505 437 EUR

**Contribution UE:** 233 120 EUR

«Le quartier de Ballyfermot, à Dublin, comptait de nombreux terrains vagues, véritables "no man's land" et verrous urbaines. En 2002, un projet URBAN fut lancé pour encourager les habitants à prendre en main la réhabilitation de ces espaces. L'octroi de l'aide financière était subordonné au respect de plusieurs conditions: il devait s'agir de projets durables, définis après consultation des habitants du quartier, basés sur le volontariat et visant l'amélioration et la protection de l'environnement. Les projets sont donc tous élaborés, mis en œuvre et maintenus en état par la population locale. Une évaluation indépendante est en cours mais on peut déjà constater que le programme a accru le sentiment d'appartenance au quartier et contribué à mobiliser les résidents autour d'enjeux locaux dans une démarche ouverte et participative. Il a créé des relations très positives entre voisins, fait diminuer les actes de vandalisme et permis aux habitants de s'approprier leur lieu de vie.»

**Caitriona Ryan**, directrice du programme URBAN Ballyfermot

[Caitriona@urbanbl.ie](mailto:Caitriona@urbanbl.ie)

[www.urbanbl.ie](http://www.urbanbl.ie)



Suède

## «Jalla, Jalla», le partenariat au service de l'inclusion sociale»

Susan Runsten, coordinatrice du programme URBAN II Göteborg

Au cours des dernières années, Göteborg (485 000 habitants), deuxième plus grande ville suédoise, a connu d'importants changements structurels. D'une ville dépendant de ses industries, de son port et de ses chantiers navals, elle est passée à une économie beaucoup plus diversifiée, fondée notamment sur les technologies de l'information et de la communication, le tourisme et la biomédecine.

C'est à présent une ville prospère et en expansion, mais qui connaît de graves problèmes liés principalement à l'exclusion sociale que subissent les réfugiés et immigrés arrivés au cours des années 80 et 90. Aujourd'hui, 20 % des habitants de Göteborg sont nés à l'étranger. De grandes disparités et inégalités démographiques existent entre les différentes parties de la ville. Les immigrés sont surtout concentrés au nord-est de la ville, qui affiche un taux de chômage élevé et un faible niveau d'instruction. C'est à ces deux problèmes que s'est attaqué le programme URBAN II de Göteborg en privilégiant les ressources humaines de ces quartiers.

L'un des projets financés par URBAN II est «Jalla, Jalla» («Allez! Allez!»). Piloté par l'association d'éducation aux adultes *Medborgarskolan*, en collaboration avec l'Agence suédoise pour l'emploi et le club de football GAIS, le projet consiste à aider les hommes d'origine immigrée, chômeurs de longue durée, à trouver un emploi. Cela passe par des cours de suédois et d'informatique conjugués à des activités sociales et à une formation à la citoyenneté, le tout en milieu associatif. Cela passe aussi par un moyen plus inattendu.

Le football est en effet le dénominateur commun des participants au projet, et le GAIS leur donne la possibilité d'aller voir des matches ou de jouer mais aussi d'être en relation avec les entreprises qui sponsorisent le club. De même, l'Agence pour l'emploi facilite les contacts avec les employeurs liés au projet et susceptibles d'engager du personnel. Cette combinaison unique d'éducation des adultes, d'activités de loisirs et de mise en relation avec des employeurs est un grand succès. «Jalla, Jalla» a reçu un financement de 338 300 euros du FEDER pour accompagner, entre mars 2004 et décembre 2006, 60 participants. Dès octobre 2005, l'objectif de voir 20 d'entre eux trouver un emploi d'une durée d'un an ou plus était atteint. 18 autres participants avaient par ailleurs trouvé un emploi de courte durée grâce au projet.

Un des points forts de «Jalla, Jalla», c'est que tous les acteurs concernés sont concentrés sur l'objectif d'emploi. Et il ne s'agit pas de compléter une formation pour ensuite trouver un emploi mais plutôt de cheminer vers le marché de l'emploi dès le premier jour de la formation. Cette approche a très vite permis à certains participants de trouver un travail, ce qui a suscité espoir et motivation chez les autres membres du groupe; ils se sont dit: «si ça marche pour lui, ça peut marcher pour moi; je peux mettre le paquet!»

Une étude sur les partenariats locaux d'URBAN II Göteborg a comparé dix projets pour voir comment les différents acteurs coopéraient et en quoi cette coopération avait une influence sur la réussite des projets. Selon l'étude, une des clés du succès est de faire en sorte que les priorités d'action soient stratégiques et qu'elles soient cohérentes avec l'objectif du projet global. De même, les objectifs fixés doivent être réalistes, accessibles. Cela permet en retour de pouvoir montrer des résultats concrets, ce qui semble être le facteur le plus important pour mobiliser tous les niveaux du partenariat. «Jalla, Jalla» remplit toutes ces conditions.

Le projet incarne bien un autre critère de réussite: la complémentarité du partenariat. L'association *Medborgarskolan*, l'Agence pour l'emploi et le club de football ont chacun des compétences et des préoccupations particulières qui, en s'additionnant, sont autant de ressources complémentaires pour le projet. Chaque partenaire a également différentes tâches à exercer, différents rôles à jouer dans le projet. La diversité est sans aucun doute un atout pour le partenariat.

Depuis dix ans, Göteborg bénéficie de financements nationaux et européens destinés aux quartiers en difficulté, aux minorités ethniques et aux immigrés. Toutes les initiatives induites par ces financements ont amélioré les conditions de vie et rendu les quartiers visés plus attrayants. De nouvelles méthodes et stratégies ont été développées pour favoriser la démocratie, adapter les institutions éducatives au multilinguisme, renforcer le tissu économique local. Les projets urbains fondés sur l'approche territoriale ont toutefois leurs limites. Des évaluations ont montré qu'en se concentrant sur des zones ou sur des catégories de population spécifiques, on pouvait contribuer à stigmatiser les quartiers concernés et leurs habitants. On risquait aussi de rechercher des solutions aux problèmes de chômage et de ghettoïsation dans le seul contexte de ces quartiers en difficulté, négligeant de les mettre en perspective avec la ville et la région dans lesquelles ces problèmes s'inscrivent.

Le grand défi pour le futur est de surmonter ces obstacles en s'appuyant sur des stratégies solides conjuguant lutte contre l'exclusion sociale dans les villes et objectif global de développement régional et de croissance. Au bout du compte, ce qu'on peut apprendre de «Jalla, Jalla», c'est qu'il est essentiel de concentrer les efforts sur le développement des capacités de chaque individu. Il importe aussi de toujours croire très fort dans le potentiel de réussite que recèle une ville authentiquement intégratrice et multiculturelle.

Contact: [susan.runsten@stadshuset.goteborg.se](mailto:susan.runsten@stadshuset.goteborg.se)



## République Tchèque

## «Métro sans barrières»

**Lumíra Kafková**, directrice de l'autorité de gestion du programme de l'objectif n° 2 pour Prague



Ci-dessus et en bas: travaux d'aménagement de la station de métro Florenc B., à Prague.

Le grand objectif du programme de l'objectif n° 2 pour Prague est de faire de la capitale tchèque une métropole européenne dynamique digne de son rang.

En 2004-2005, nous avons procédé à quatre appels à propositions qui ont débouché sur la sélection de 148 projets représentant un investissement total du Fonds européen de développement régional (FEDER) de près de 100 millions d'euros. La majorité de ces projets, notamment les plus imposants en termes d'investissements, ont été proposés par la ville et les différents arrondissements de Prague. Les projets visant à améliorer les transports collectifs sont particulièrement intéressants à présenter.

Le projet dont il est question ici vise à améliorer l'intégration des personnes à mobilité réduite tout en favorisant la création d'emplois et l'attractivité de l'environnement urbain.

L'essentiel du projet consiste à aménager un accès aisé, sans barrières, à la station de métro Florenc B. Pour ce faire, on construit un premier ascenseur reliant les quais au couloir des correspondances et un second ascenseur débouchant au niveau de la rue. S'ajoutent à l'investissement une signalétique et d'autres équipements appropriés.

Une fois réalisé, le projet améliorera grandement les transports publics et l'accessibilité au quartier concerné. On recense 33 500 Praguais à mobilité réduite. 4 000 d'entre eux utilisent une chaise roulante. La possibilité d'éviter les barrières pour prendre le métro leur permettra d'accéder plus facilement au centre-ville et à d'importants nœuds de transport comme la gare de chemin de fer et la gare routière. Cela facilitera leur intégration sur un marché du travail qui compte 14 000 entreprises et 12 000 travailleurs indépendants.

Les travaux se déroulent entre septembre 2005 et mars 2007 en deux phases. La première est terminée. Les coûts totaux éligibles du projet s'élèvent à 2 110 638 euros, dont 50 % sont pris en charge par le FEDER. L'État tchèque fournit 33,1 % du montant, soit 698 621 euros. Le reste (16,9 %, soit 356 698 euros) est assuré par la ville de Prague.

Conduit en partenariat avec le coordinateur régional des transports intégrés de Prague et le Conseil national des personnes handicapées, le projet répond bien à la demande sociale générale d'améliorer les conditions de vie des personnes à mobilité réduite et de répondre aux besoins de toutes les catégories de population en situation fragile.

Comme tout ce qui contribue à rendre les trajets plus rapides et plus confortables, l'opération s'inscrit dans la promotion à plus long terme des transports en commun.



**Contact:** ministère du développement régional, MA SPD 2, Staroměstské sq. 6, CZ-110 15, Prague 1  
E-mail: [jpd2@mmr.cz](mailto:jpd2@mmr.cz)  
Internet: [www.strukturalni-fondy.cz/jpd2](http://www.strukturalni-fondy.cz/jpd2)

## GRAZ (AUTRICHE)

## «Graz, ville de la connaissance»



**Coût total:** 4 200 570 EUR

**Contribution UE:** 200 000 EUR

«Grâce au projet intégré «Ville de la connaissance» mis en œuvre par l'agence de promotion économique de la Styrie (SFG) et cofinancé par le programme URBAN, les quartiers ouest de Graz disposent désormais d'un nouveau centre d'entreprises innovantes. Il s'agit d'offrir des locaux adéquats aux entrepreneurs actifs dans le secteur des nouvelles technologies, liées notamment à la santé (technologie médicale, bioanalyse, etc.). Le centre veut aussi servir de passerelle entre enseignement et entreprise pour les diplômés de l'université située à proximité. Au-delà de l'appui à la création et à l'installation d'entreprises dans l'ouest de Graz, le projet a pour ambition de devenir un pôle d'excellence pour l'ensemble de la région.»

**Christian Nussmüller**, directeur du programme URBAN  
Link GrazWest, ville de Graz  
[urban@stadt.graz.at](mailto:urban@stadt.graz.at)  
[www.urban-link.at](http://www.urban-link.at) ([www.graz.at](http://www.graz.at))

## TURIN (ITALIE)

## Rénovation de la Piazza Livio Bianco



**Coût total:** 2 226 885 EUR

**Contribution UE:** 914 998 EUR

«Située dans les faubourgs sud-ouest de Turin, la Piazza Livio Bianco est au cœur de la stratégie de rénovation mise en œuvre dans la zone URBAN de la capitale piémontaise. Fortement réclamée par les citoyens et les associations, la réhabilitation de la place vise à redonner un pôle de vie sociale et culturelle au quartier, tout en évitant les dégradations et la présence de marginaux. La participation de la population du quartier est le moteur de toute l'opération, depuis sa conception (à travers un concours public et un vote des habitants) jusqu'à la gestion de la place une fois les travaux terminés. Une association dédiée à cette tâche — «Piazziamoci in Piazza» («Prenons la place») — a été créée en 2004. Elle coordonne les activités culturelles organisées durant l'année et pérennise la participation active des habitants du quartier.»

**Gianfranco Presutti**, chef de projet, programme URBAN II  
Torino  
[gianfranco.presutti@comune.torino.it](mailto:gianfranco.presutti@comune.torino.it)  
[www.comune.torino.it/urban2](http://www.comune.torino.it/urban2)

## HÉRAKLION (GRÈCE)

## Revitalisation de quartiers en crise



**Coût total:** 10 913 948 EUR

**Contribution UE:** EUR 8 185 461 EUR

«La côte ouest d'Héraklion présente de nombreux signes de déclin socio-économique: chômage de longue durée élevé, pauvreté, exclusion, environnement détérioré... L'objectif principal du programme URBAN concerne la revitalisation économique et sociale de ces zones urbaines. Les mesures prises pour atteindre cet objectif conjuguent trois grands paramètres: l'innovation, la durabilité et le développement des connaissances. Il s'agit de créer des pôles d'attraction pour les visiteurs mais aussi des débouchés pour les habitants en stimulant le marché local et en mettant ce marché en prise directe avec la côte.»

**Kyriaki Manola-Goundra**, directrice de l'autorité de gestion des programmes URBAN II en Grèce  
[k.manola@mou.gr](mailto:k.manola@mou.gr)

## VANTAA (FINLANDE)

## Centre familial pour immigrés



**Coût total:** 210 000 EUR

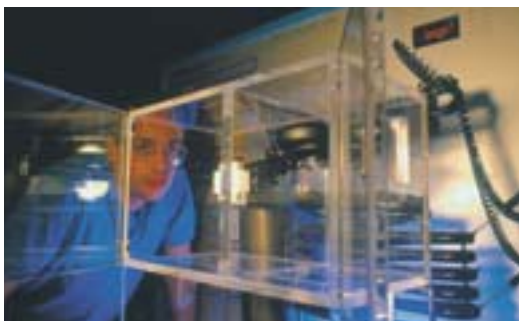
**Contribution UE:** 57 000 EUR

«En Finlande aussi, la population immigrée augmente, et il est important d'éviter sa ghettoïsation et sa radicalisation. À cet effet, le programme URBAN II de Vantaa, à côté d'Helsinki, a favorisé la création d'un centre familial qui, en se fondant sur diverses approches pratiques, fournit aux parents immigrés un accompagnement pour les soins et l'éducation de leurs enfants. La structure favorise l'intégration et sert de lieu de rencontre entre femmes finlandaises et femmes immigrées. Dans ce centre «orienté client», les familles peuvent recevoir un soutien préventif concret et prendre part à des activités de groupe. Les groupes sont animés par les employés du centre — puéricultrices, aides familiales, psychologues, infirmières, assistants sociaux — qui travaillent en étroite collaboration selon une approche transversale et intégrée de façon à assurer une cohérence et une continuité du soutien.»

**Jukka-Pekka Sorjonen**, directeur du programme URBAN II  
Vantaa  
[jukka-pekka.sorjonen@vantaa.fi](mailto:jukka-pekka.sorjonen@vantaa.fi)  
[www.urbanfinland.info](http://www.urbanfinland.info)

# Recherche et innovation, une opportunité pour les régions les moins prospères

Une conférence organisée à Varsovie en février a permis de rappeler le rôle toujours plus important que jouent les Fonds structurels dans ce domaine capital pour la cohésion et la compétitivité européennes.



■ Test de résistance des fibres de verre à l'Université de Beira Interior, à Covilhã (Portugal).

Le *Tableau de bord européen de l'innovation 2005* (TBEI) <sup>(1)</sup>, publié en janvier 2006, a fait ressortir d'importantes disparités entre pays: la plupart des nouveaux États membres sont entrés dans un processus de rattrapage, mais le rythme de ce dernier n'augure pas une convergence à court terme au sein de l'Union. En outre, si les tendances actuelles se confirment, l'écart entre l'Europe et les États-Unis en termes d'innovation ne se réduira pas.

Examinant les performances en matière d'innovation en Europe sous cinq aspects (les moteurs de l'innovation, la création de connaissances, l'esprit d'entreprise et l'innovation, les applications innovantes et la propriété intellectuelle), le TBEI identifie quatre groupes de pays:

- les plus performants: la Suisse, la Finlande, la Suède, le Danemark et l'Allemagne;
- les pays de niveau moyen: la France, le Luxembourg, l'Irlande, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Belgique, l'Autriche, la Norvège, l'Italie et l'Islande;
- les pays en cours de rattrapage: la Slovaquie, la Hongrie, le Portugal, la République tchèque, la Lituanie, la Lettonie, la Grèce, Chypre et Malte;
- les pays perdant du terrain: l'Estonie, l'Espagne, la Bulgarie, la Pologne, la Slovaquie, la Roumanie et la Turquie.

Ce tableau de bord constitue un outil pour la réalisation du «plan d'action intégré innovation/recherche» lancé en octobre 2005 par la Commission et mettant notamment en valeur le rôle des Fonds structurels comme moteur de l'innovation.

Un autre rapport, *Creating an innovative Europe* <sup>(2)</sup>, présenté le 20 janvier 2006 et réalisé pour la Commission par un groupe de quatre experts de haut niveau présidé par Esko Aho, ancien Premier ministre de la Finlande, confirmait ces résultats mitigés. Exhortant les leaders européens à prendre des mesures fortes en faveur de la recherche et de l'innovation «avant qu'il ne soit trop tard», ce rapport indiquait lui aussi que les Fonds structurels doivent être «un moyen privilégié de soutenir la recherche et l'innovation et de viser la cohésion dans ce domaine.»

## Recherche, innovation et Fonds structurels

C'est dans ce contexte que les commissaires Danuta Hübner (politique régionale) et Janez Potočnik (recherche) ont participé à la conférence «Recherche et innovation, une opportunité pour les régions de la convergence», organisée à Varsovie le 13 février dernier.

Dans son intervention, Danuta Hübner a rappelé l'apport des Fonds structurels en matière de recherche et d'innovation et comment les «régions de la convergence», c'est-à-dire les régions les plus défavorisées de l'Union, peuvent profiter des Fonds pour rattraper leur retard dans ce domaine.

L'aide des Fonds structurels à la recherche, au développement technologique et à l'innovation (RDTI) s'élève à 10,5 milliards d'euros. 97 % de ce montant sont fournis par le Fonds européen de développement régional (FEDER). Environ 8 % des ressources du FEDER sont donc investies directement dans la RDTI. Elles sont réparties entre quatre catégories de mesures: environ 2,7 milliards d'euros vont à des projets de recherche dans les universités et autres instituts spécialisés; 2,8 milliards d'euros sont destinés aux infrastructures de recherche, aux incubateurs technologiques, etc.; les transferts d'innovation et de technologie, les réseaux et partenariats d'entreprises et de centres de recherche bénéficient de 3,6 milliards d'euros; la formation des chercheurs (cofinancée par le Fonds social européen) reçoit, quant à elle, quelque 350 millions d'euros.

Environ 70 % de ces montants (qui n'incluent pas les investissements réalisés dans d'autres secteurs porteurs d'innovation tels que la société de l'information, l'énergie ou l'aide aux entreprises), soit 7,8 milliards d'euros, bénéficient aux régions de l'actuel objectif n° 1, à savoir celles dont le PIB par habitant est inférieur à 75 % de la moyenne communautaire et celles qui dépassent cette moyenne par l'effet statistique de l'élargissement de l'UE à 25 États membres.

Rappelant que la RDTI était une priorité des priorités de la programmation 2007-2013 des Fonds structurels, M<sup>me</sup> Hübner a indiqué, pour finir, les cinq principes qui devraient guider les régions de la convergence en matière de recherche et d'innovation:

- 1) mettre au point et mettre en œuvre des stratégies plus sophistiquées et plus ambitieuses sur le modèle des outils que l'UE a déjà expérimentés, comme la prospective régionale <sup>(3)</sup> ou les actions innovatrices;
- 2) intensifier les coopérations entre secteur privé, institutions publiques de recherche et administrations;
- 3) veiller à ce que les résultats de la recherche débouchent sur des produits et services ayant un intérêt commercial;
- 4) profiter au maximum des investissements étrangers en favorisant l'intégration des PME locales dans les marchés internationaux;
- 5) soutenir la création de *clusters* innovants fondés sur des partenariats public-privé durables.

<sup>(1)</sup> Disponible sur le site <http://www.trendchart.org/>

Pour les résumés par pays des performances en matière d'innovation dans l'EU-25:

<http://www.trendchart.org/scoreboards/scoreboard2005/index.cfm>

<sup>(2)</sup> Disponible sur le site [http://europa.eu.int/invest-in-research/action/research06\\_en.htm](http://europa.eu.int/invest-in-research/action/research06_en.htm)

<sup>(3)</sup> Voir <http://www.cordis.lu/foresight/regional.htm>



# REGIO & réseaux

## OPEN DAYS 2006

La préparation de l'édition 2006 de la Semaine européenne des régions et villes d'Europe («Open Days»), organisée par le Comité des régions et la DG Politique régionale, est d'ores et déjà en marche. Du 9 au 13 octobre prochains, quelque 3 000 experts sont attendus au plus grand événement annuel de la politique régionale européenne. Sur le thème «Investir dans les régions et villes d'Europe — Les partenariats public-privé pour la croissance et l'emploi», les Open Days se dérouleront cette année dans le contexte des nouvelles politique de cohésion et génération de programmes des Fonds structurels pour la période 2007-2013. 134 délégations de régions et de villes à Bruxelles ont été sélectionnées comme organisations partenaires pour établir des programmes de conférence communs.

[http://europa.eu.int/comm/regional\\_policy/conferences/od2006/index.cfm](http://europa.eu.int/comm/regional_policy/conferences/od2006/index.cfm)

## Les régions et les villes veulent être davantage impliquées dans la réforme

Selon une récente enquête du Comité des régions, les États membres n'ont pas pleinement impliqué les régions et les villes dans leurs propositions pour réformer la stratégie de Lisbonne. 17 % seulement des régions et des villes ayant répondu à l'enquête se disent satisfaites de leur implication dans la préparation des programmes nationaux de réforme (PNR), pierre angulaire du processus en cours pour moderniser l'économie européenne. Un nombre important de répondants a déclaré que le manque de consultation était la raison principale de cette non-participation à la démarche. Et, quand une consultation a eu lieu, les propositions n'ont pas été reconnues à leur juste valeur par les coordinateurs nationaux, affirment 80 % des répondants. L'enquête montre aussi que les régions et les villes souhaitent une plus grande cohérence entre les PNR et la politique de cohésion de l'Union européenne, de façon à trouver un meilleur équilibre dans l'atteinte des objectifs de croissance et d'emploi.

[http://www.cor.eu.int/fr/press/press\\_06\\_01001.html](http://www.cor.eu.int/fr/press/press_06_01001.html)

## EAPN: un regard neuf sur la gestion des Fonds structurels

Le réseau européen antipauvreté (European Anti-Poverty Network — EAPN) a publié, en janvier 2006, la deuxième édition de son Manuel sur la gestion des Fonds structurels. Disponible en anglais et en français, l'ouvrage n'est ni un document politique ni un simple guide destiné à montrer aux associations et organisations non gouvernementales (ONG) comment obtenir des financements. Il examine plutôt la façon dont les Fonds structurels sont conçus, programmés, publicisés, mis en œuvre, suivis et évalués, et quel rôle les ONG peuvent jouer dans le processus. Le manuel anticipe les enjeux de la nouvelle période de programmation des Fonds (2007-2013) en se fondant sur l'expérience et les pratiques «de terrain» des ONG au cours de la programmation actuelle (2000-2006). Il se base sur des exemples choisis dans différents États membres, «grands» ou «petits», «anciens» ou «nouveaux», du nord et du sud, de l'Atlantique à la Baltique, ainsi que sur différents modèles de développement.

[http://www.eapn.org/code/fr/publ\\_detail.asp?pk\\_id\\_content=1749](http://www.eapn.org/code/fr/publ_detail.asp?pk_id_content=1749)

## Agenda REGIO

Dates	Événement	Lieu
3-5 mai 2006	Urban Futures 2.0 <a href="http://www.stockholm.se/english/frameset/main/urban_futures2.0.pdf">http://www.stockholm.se/english/frameset/main/urban_futures2.0.pdf</a>	Stockholm (S)
30 mai-1er juin 2006	1 <sup>er</sup> forum économique des régions d'Europe — Euroreg	Paris (F)
1 <sup>er</sup> et 2 juin 2006	Preparing urban actions in future structural fund programmes 2007-2013: the role of cities and regions	Barcelone (E)
6-8 juin 2006	World Investment Conference — Making Europe more attractive and competitive <a href="http://www.world-investment-conference.com/default.asp">http://www.world-investment-conference.com/default.asp</a>	La Baule (F)
8 et 9 juin 2006	Shaping EU Regional Policy: Economic Social and Political Pressures <a href="http://www.regional-studies-assoc.ac.uk">http://www.regional-studies-assoc.ac.uk</a>	Louvain (B)
12 et 13 juin 2006	Innovating Regions: technology transferred the contribution of EU structural funds	Bruxelles (B)
22 juin 2006	Evaluation for better decision making 2007-2013 — delivering cohesion, growth and jobs	Varsovie (PL)
9-12 octobre 2006	OPEN DAYS 2006 Semaine européenne des régions et des villes <a href="http://www.cor.eu.int/fr/index.htm">http://www.cor.eu.int/fr/index.htm</a>	Bruxelles (B)
19-21 octobre 2006	Assemblée générale et conférence annuelle de l'association des régions frontalières européennes <a href="http://www.aebr.net/">http://www.aebr.net/</a>	Pampelune (E)

## Dernières publications

### Orientations stratégiques communautaires 2007-2013



Disponible dans les vingt langues officielles de l'UE

### Regions matter (Compter avec les régions)



L'action des Fonds structurels dans les 25 États membres ainsi qu'en Bulgarie et en Roumanie

CD-ROM multilingue

<http://www.iclei-europe.org/>

Fondé en 1990, le Conseil international pour les initiatives écologiques locales (International Council for Local Environment Initiatives — ICLEI) a pour mission de lancer et de servir un mouvement international de collectivités locales (villes, communes, associations municipales...) engagées dans la mise en œuvre du développement durable. L'association ICLEI compte plus de 370 membres dans une soixantaine de pays. Ce site de l'antenne européenne de l'ICLEI (plus de 180 membres) est très utile pour qui s'intéresse à la problématique «ville et environnement» sur notre continent.



<http://www.energie-cites.org/>

Parce que 75 % de l'énergie en Europe se consomme en milieu urbain, les autorités locales ont plus que jamais un rôle stratégique à jouer. Créée en 1990, forte de plus de 130 membres de 21 pays et représentant près de 300 villes, Énergie-Cités est l'association des autorités locales européennes pour une politique énergétique durable. Ce site bilingue (anglais et français) donne accès à un large éventail d'informations facilitant les échanges d'expériences, les transferts de savoir-faire et le montage de projets communs en matière de stratégies énergétiques et environnementales locales.



<http://europa.eu.int/invest-in-research/>

La Commission européenne a récemment ouvert ce site qui vise, comme son nom l'indique, à promouvoir les investissements dans la recherche et l'innovation. «Porte d'entrée» dans un domaine complexe, le site donne un aperçu simplifié des enjeux et affiche les différents dispositifs et mesures incitatives susceptibles d'intéresser l'investisseur: avantages fiscaux, aides d'État, partenariats public-privé et recherche-industrie, fondations, propriété intellectuelle, etc.



<http://www.europa.eu.int/comm/roma>

La Commission européenne a lancé en janvier ce site web consacré aux Roms. Il offre des informations sur les activités de l'UE en faveur des communautés roms, gitanes et des gens du voyage partout en Europe. Le site s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à ces minorités: autorités publiques, associations, ONG, mais aussi simples citoyens. Les utilisateurs du site peuvent accéder à un large éventail d'informations sur les différents programmes, politiques et initiatives de l'UE qui visent à promouvoir l'inclusion sociale des Roms et à combattre la discrimination à leur égard.



### 2007-2013: préparer la nouvelle génération de programmes avec le site Info regio

Les États membres et les régions préparent la prochaine période de programmation 2007-2013. Le site Info-regio présente de nombreuses informations et des documents importants à tous les acteurs impliqués dans cette démarche. Il s'agit de faciliter les échanges entre eux et d'informer le grand public des progrès réalisés. N'hésitez pas à adresser vos questions et contributions à la direction générale de la politique régionale.

[http://europa.eu.int/comm/regional\\_policy/debate/forum\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/regional_policy/debate/forum_fr.htm)

Commission européenne,  
direction générale de la politique régionale  
Unité 01 — «Information et communication»  
Thierry Daman  
Avenue de Tervuren 41, B-1040 Bruxelles  
Fax (32-2) 296 60 03  
E-mail: [regio-info@cec.eu.int](mailto:regio-info@cec.eu.int)  
Internet: [http://europa.eu.int/comm/dgs/regional\\_policy/index\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/dgs/regional_policy/index_fr.htm)

Informations sur les aides régionales de l'Union européenne:  
[http://europa.eu.int/comm/regional\\_policy/index\\_fr.htm](http://europa.eu.int/comm/regional_policy/index_fr.htm)

ISSN 1608-3903

© Communautés européennes, 2006  
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Belgium



Office des publications  
[Publications.eu.int](http://Publications.eu.int)